

64272
1837

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13013 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - DIMANCHE 30 NOVEMBRE-LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1986

Trêve armée aux Philippines

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les fusils se sont tus aux Philippines à la suite de la trêve provisoire signée le jeudi 27 novembre entre les représentants de M^{re} Aquino et ceux de la guérilla communiste. Ce développement est d'autant plus significatif que le cessez-le-feu, prévu pour une durée de soixante jours reconductible, ne doit intervenir que le 10 décembre. Mais si encourageant soit-il, le calme qui semble régner sur l'ensemble de l'archipel depuis quarante-huit heures ne doit pas trop faire illusion.

En effet, dix mois après la fuite des Marcos, qui ont été les véritables fournisseurs du communisme aux Philippines, une partie très serrée continue de se jouer entre l'armée, la guérilla et les présidents. Cette dernière a marqué des points cette semaine en obtenant du chef d'état-major général Fidel Ramos son accord non seulement sur une trêve avec la guérilla mais aussi sur le renvoi, quelques jours plus tôt, de M. Juan Ponce Enrile, ce ministre de la défense dont l'attitude ouvertement critique à l'égard du gouvernement encourageait les officiers les plus extrémistes à prendre le pouvoir.

Pour s'assurer l'appui du général Ramos, M^{re} Aquino a dû faire de sérieuses concessions. En premier lieu, elle s'est engagée à former un nouveau cabinet. Outre M. Enrile, deux membres du précédent gouvernement, soupçonnés de corruption, ne retrouveront pas leurs portefeuilles. D'autres collaborateurs de la présidente, jugés trop « progressistes » par les militaires, feront également les frais de l'opération.

En outre, les termes de la trêve passée avec l'insurrection armée n'engagent guère l'avenir. Sans doute parce qu'ils ont sous-estimé, au début de l'année, l'impact de l'effort Aquino, les communistes ont préféré ne pas rompre le dialogue avec les autorités, quitte à signer ce pacte qui ne leur offre que des garanties minimales. Mais il serait étonnant qu'ils renouent, dans les négociations, à défendre leur programme, notamment en ce qui concerne la réforme agraire, la justice sociale et l'assainissement des mœurs politiques.

Où peu a été entrepris ces derniers mois pour tenter de transformer une société au sein de laquelle les inégalités sont les plus criantes en Asie. Les intérêts d'une minorité puissante sont en jeu. Les communistes ne pourront accepter une « paix des braves » sans réformes sociales, et M^{re} Aquino devra tenir compte du poids des « grandes familles », surtout dans ses tractations avec les ordres militaires des Philippines, dont dépend en partie la relance de l'économie.

La marge de manœuvre de la présidente demeure donc limitée. Si la trêve n'est pas trop ouvertement rompue, le référendum constitutionnel prévu pour le début de février devrait, en confirmant sa popularité, conforter sa position. Mais rien ne dit que, entre-temps, elle ne sera pas contrainte de continuer à loucher, au risque de donner l'impression d'arbitrer un débat plutôt que de s'imposer aux uns comme aux autres.

La contestation de la réforme universitaire Les étudiants s'interrogent sur la portée du recul gouvernemental

Des assemblées générales doivent se tenir lundi 1^{er} décembre, dans la plupart des universités. Les étudiants s'interrogent sur la portée du recul du gouvernement concernant le projet de loi Devaquet. Se contenteront-ils de ce succès ou poursuivront-ils leur mouvement jusqu'au retrait total du texte? Le gouvernement hésite sur l'attitude à adopter : remise en chantier du texte ou abandon pur et simple. M. Chirac devait intervenir dimanche 30 novembre sur TF1.



Le « retour » en France de M. Chirac

« La grande différence entre l'homme d'Etat et l'homme politique, c'est que seul le premier est capable, tout en étant un homme d'action, de se ménager des moments de réflexion et de méditation. Sur ce point, je suis loin, malheureusement, d'avoir les qualités d'un homme d'Etat. Je reconnais que l'emprise du quotidien sur ma vie a tendance à être excessive... Alors, je fais des efforts... » Ainsi parlait M. Jacques Chirac, en 1972, à une époque où, sous la présidence de Georges Pompidou et dans le gouvernement Chaban-Delmas, il était ministre chargé des relations avec le Parlement (1). Georges Pompidou, son père protecteur en politique, observait alors : « Son

problème, ce sera de marier... Jusqu'en 1974 (ministre de l'Agriculture, puis, quelques mois, de l'Intérieur, juste avant la mort de Georges Pompidou), il s'en a guère eu le temps. De 1974 (mai) à 1976 (août), non plus. Premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, l'a emprise du quotidien a été plus forte encore. M. Chirac a tout de même bénéficié, ensuite, de dix années de loisir relatif (1976-1986). Les traversées du désert sont bien faites pour tanner le cuir des hommes politiques de telle sorte que, s'ils survivent, leurs chances de se muer en hommes d'Etat s'accroissent. Voir de Gaulle, voir Mitterrand. Mais de la création

du RPR à la bataille de Paris et de l'« appel de Cochin » à la mobilisation pour les dernières législatives, M. Chirac a singulièrement peuplé son désert. M. Raymond Barre, quant à lui, prend la pose.

Pour faire de lui un homme d'Etat, M. Edouard Balladur avait son plan : la « cohabitation ».

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES L'HOMEAU. (Lire la suite page 7 et nos informations pages 6 et 7.)

(1) Dans Jacques Chirac ou la République des codes, de Catherine Clouin, Bernard Prévoost, Patrick Wajnszt, Presses de la CSB, 1972.

Un entretien avec M. Le Pen

Le président du Front national expose sa stratégie. PAGE 5

La Nouvelle-Calédonie devant l'ONU

La France s'efforcera de « limiter les dégâts » dans un débat où elle risque d'être mise en minorité. PAGE 3

Le contrôle monétaire en 1987

La Banque de France agira uniquement sur les taux d'intérêt et les bénéfices des banques. PAGE 12

Le procès de Monte Melkonian

Les archives sanglantes du terrorisme arménien. PAGE 8

Manifestation au Brésil

Le déblocage des prix provoque un mécontentement général. PAGE 4

Les mystères du contre-espionnage en Grande-Bretagne

Le gouvernement est obligé d'accepter un débat embarrassant sur l'affaire Wright. PAGE 4

Le budget de TF1 réduit

Le paradoxe d'une chaîne qui appartient encore à l'Etat et... sera commerciale avant d'être privatisée. PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 16

« Maison de poupée », de Henrik Ibsen

Une femme aux abois

Pour écrire *Maison de poupée*, Ibsen s'est servi de deux femmes. Une qu'il a aidée, l'autre qu'il n'a pas voulu entendre. Et il a inventé un prénom qu'il a rendu célèbre : Nora.

Du sang sur la main, sur la robe, une jeune fille entre en coup de vent dans une pharmacie. Rien de grave, elle s'est blessé le pouce, mais le pouce ça saigne beaucoup. Le pharmacien est sorti. Mais le jeune commis, dix-sept ans, est là : can oxygénée, alcool, compresses, il fait un pansement.

Il connaît cette jeune fille, elle est la plus belle de la petite ville, Grimsstad, qui, elle, est sinistre. La blessée s'appelle Eléonore Christine, mais on la nomme Nora. Le jeune garçon, dans son trouble, en la passant, l'appelle « Nora », ce qui la fait rire. L'infirmerie occasionnelle se nomme, lui, Henrik. Henrik Ibsen.

Ce n'est rien, ce pouce blessé, mais ce qui demeurera, dans la mémoire d'Ibsen, c'est qu'il a porté secours, si peu que ce soit, à une femme qui le lui avait demandé.

Trente-quatre ans plus tard, une autre femme appelle Ibsen au secours. Par une lettre datée du 26 mars 1878.

Mais, cette fois, c'est beaucoup plus grave. La femme est aux abois. La lettre est tragique.

Ibsen, qui est devenu célèbre, connaît bien cette femme. Elle s'appelle Laura Kieler.

Douze ans plus tôt, en 1866, Ibsen a publié une nouvelle pièce, *Brand*, et c'est celle-là qui l'a rendu célèbre. A la suite de quoi il a reçu un livre, *les filles de*

Brand. L'auteur, une jeune femme qui a vingt-cinq ans, a imaginé une suite à l'histoire de *Brand*.

Ibsen a invité l'auteur à venir le voir en Allemagne, où il vit alors. Elle est venue. Il l'a trouvée vive, charmante, il l'appelle « l'alouette ».

Puis la vie de Laura a changé. Son père est mort. Elle a quitté la Norvège pour le Danemark, où elle a épousé un agrégé de lettres, Victor Kieler, qui va se révéler difficile, névrosé, violent à ses heures.

Il va tomber malade : un voile au poulmon. Les médecins conseillent un séjour sous un bon climat. Mais les Kieler n'ont pas d'argent.

MICHEL COURNOT. (Lire la suite page 9.)

Huit mille incarcérations en Afrique du Sud depuis l'état d'urgence

Jeunes Noirs en prison

JOHANNESBURG de notre correspondant

Environ 8 000 enfants ou adolescents de moins de dix-huit ans ont été détenus, et 4 000 sont toujours incarcérés, certains depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin dernier. Un chiffre qui représente environ 40 % des personnes appréhendées, dont le nombre est estimé à plus de 20 000 par le comité de soutien aux parents de détenus (DPSC). Une proportion préoccupante pour cette organisation et le Black Sash (Echarpe noire) qui vient de lancer une campagne intitulée « Free the children » (« Libérez les enfants »).

Un véritable cri d'alarme, d'autant que ces détentions sont parfois accompagnées de tortures ou de mauvais traitements envers

des prisonniers souvent très jeunes (un garçon de neuf ans a même été signalé). A Johannesburg, sur 415 cas recensés de « détenus relâchés ou disparus », 237 ont seize ans ou moins et 63 ont quatorze ans ou moins. Selon le DPSC, 27 % de ceux qui sont encore emprisonnés le sont depuis le mois de juin et 20 % depuis le mois de juillet. Enfin, le DPSC note que six garçons âgés de douze ans sont actuellement derrière les barreaux. Ces enfants sont interpellés dans les rues des townships ou appréhendés à leur domicile. Commence alors pour les parents une longue quête afin de déterminer le lieu de détention de leur fils ou de leur fille. Leur trace retrouvée, les permis de visite sont rares, délivrés au bout de quelques semaines, quelquefois de mois, et doivent être renou-

velés chaque fois. Ces enfants ne bénéficient le plus souvent d'aucune représentation judiciaire et ignorent fréquemment les raisons de leur incarcération. Ils sont ensuite relâchés sans autre explication, un terme de plusieurs mois d'emprisonnement.

Sydney, treize ans, avait été arrêté à 3 heures du matin, le 12 juin, par un groupe de policiers en uniforme. Pourquoi? Il n'en sait rien. Il affirme avoir été battu à coups de poing. A Sasolburg, où il a été détenu pendant deux mois, il n'a jamais vu ses parents. « Il y avait, dit-il, un matelas pour trois et une seule assiette de porridge pour sept. » Après un autre mois à la prison de Kroonstad, il a été libéré début septembre.

MICHEL BOLE-RICHARD. (Lire la suite page 4.)



MADELEINE CHAPSAL

La Maison de jade

« J'ai été très impressionné, très chahuté par ce livre. » Bernard Pivot/Apostrophes

« Un roman éternel. » Françoise Xenakis/Le Matin

« Un cri que beaucoup de femmes ont dans la gorge. » Pierre Démon/Marie-Claire

ROMAN

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

كلمة من آل جلال

Dates

Il y a quarante ans

Le bombardement de Haiphong

RENDEZ-VOUS

Dimanche 30 novembre. - *Victoria* : élections anticipées au Pays basque espagnol. Sao-Tomé : visite du président Mario Soares, ensuite au Cap Vert (jusqu'au 7 décembre).

Lundi 1^{er} décembre. - *New York* : vote à l'ONU sur la Nouvelle-Calédonie. *Johannesburg* : entrée en fonction du nouveau gouvernement. *Seychelles* : visite de Jean-Paul II. *Paris* : session de l'UEO (jusqu'au 4). **Discothèque** de M. Chirac le 2.

Mardi 2 décembre. - *Aden* : procès en haute trahison d'Ali Yasser Mohamed. *Genève* : négociations URSS/États-Unis sur le contrôle des armements.

Jeudi 4 décembre. - *Lomé* : congrès du RPT.

Vendredi 5 décembre. - *Londres* : sommet européen. *Bucarest* : ouverture du procès d'A. Niculescu, enseignant réfugié en France. *Lucerne* : procès de deux espions est-allemands.

Samedi 6 décembre. - *Le Caire* : reprise du procès des cent soixante-deux conscrits de la police.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉL. MONDIPAR 69672 F
TÉLÉCOPIER : (1) 45-23-06-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonvois-Méry (1944-1969) Jacques Favre (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonvois-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Verneil

Correspondant en chef : Claude Salca

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
TÉL. : (1) 45-55-91-87 ou 45-55-91-71
TÉLEX MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapas LEMONDE

ABONNEMENTS
TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 329 F 762 F 1 059 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse détaillés en provenance : nos abonnés sont invités à formuler leur demande dans semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 33 St Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost, U.S.A., P.M.C., 45-45 33 St Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Il y a quarante ans, le 23 novembre 1946, de violents combats opposaient à Haiphong les forces du corps expéditionnaire français aux milices et à l'armée de libération nationale du gouvernement de la République démocratique du Vietnam. Ils étaient épiques, mais c'est surtout le bombardement par des navires de guerre français de quartiers populaires et de villages situés à la périphérie de la ville qui donna à l'histoire une dimension tragique et passionnée. Selon Paul Min, « Le pire était devenu inévitable dès la fin de novembre à Haiphong », le pire étant la guerre ouverte sur l'ensemble du territoire vietnamien, une guerre que personne ne prétendait vouloir et qui devait un mois plus tard devenir effective.

L'incident qui a mis le feu aux poudres dans la matinée du 20 novembre était en apparence mineur : un *landing-craft* de la escadrille navale française arrachait une chaloupe chinoise chargée de carburant de contrebande. L'acte déclencha cependant un enchaînement de réactions irréversibles, qui ne peuvent s'expliquer que par des mois de tension et d'un dialogue entre la France et le Vietnam dont l'échec de la conférence de Fontainebleau, deux mois plus tôt, annonçait déjà la fin.

En proclamant l'indépendance, le 2 septembre 1945, Ho Chi Minh avait lancé son défi à une France éliminée d'Indochine par le coup de force japonais du 9 mars précédent. En faisant prononcer à la foule de Hanoï le serment de lutter, au besoin jusqu'à la mort, pour sauvegarder cette indépendance et défendre la patrie « contre toute agression des colonialistes français », il répondait au général de Gaulle, qui avait déclaré quelques jours plus tôt : « La France veut retrouver sa souveraineté sur l'Indochine ».

Le problème n'est pas si simple. Dans l'attente du désarmement, le commandement nippon garde l'armée française d'Indochine prisonnière et laisse se développer un climat de violences et de troubles qui creuse davantage le fossé entre Français et Vietnamiens. Les trois Grands compliquent dramatiquement les choses en conduisant ou désarmant aux Britanniques au sud du 16^e parallèle et aux Chinois du Koumintang au nord de cette ligne. Car, si les premiers favorisent le retour de la France, les seconds lui font obstruction. Les seigneurs de guerre du Yunnan et du Guangxi, auxquels échoit le pactole d'une telle occupation, sont peu enclins à la lâcher trop vite. Ils forment une alliance objective avec des Japonais heureux de pratiquer, avant de quitter les lieux, une sorte de « terre brûlée » politique et économique, celle que ses compatriotes appellent déjà avec respect et familiarité : « l'Onclé », est un stratège qui sait manier le souple et le dur, jouer du temps et des circonstances.

Tandis que les guérillas du Vietnam combattent au Sud les forces du général Leclerc, il cohabite au Nord avec le Chinois nationaliste, survie oblige. Pour le rassurer, il provoque même l'autodissolution du Parti communiste indochinois, et, pour éviter un coup de force, il fait place dans son gouvernement aux protégés du Koumintang, ses rivaux exorcés du Vietnam Quoc Dan Dang et Deng Minh Hoï, « fumeur républicain, mais excellent pour les plants de ricin... » Cependant, Tchiang Kai-chek, ayant besoin de ses troupes pour combattre Mao, en négocie la relève avec et par les Français (traité de Chongqing du 28 février 1946). Un affrontement armé avec ces derniers au Nord serait suicidaire pour le gouvernement de Hanoï, dont l'assise n'est pas encore stable et les moyens très pauvres. Ho Chi Minh choisit donc le dialogue avec ce colonialisme si bruyamment vilipendé par sa propagande, un dialogue, qu'il a d'ailleurs secrètement engagé dès septembre 1945, en s'imposant très vite comme interlocuteur valable.

La nouvelle France gaulliste manifeste d'ailleurs des intentions libérales. « Il faut faire du neuf », a dit le général de Gaulle en réaffirmant la souveraineté française. Ce neuf, il en a donné les grandes lignes dans sa déclaration du 24 mars 1945 aux peuples indochinois : une Fédération indochinoise au sein d'une Union française, la garantie des

libertés démocratiques fondamentales et, entre autres nouveautés, un Parlement élu et l'autonomie économique et douanière. C'était, à l'époque, un pas en avant, malgré des survivances fleurant bon l'Empire, et surtout le maintien de la division du Vietnam en trois pays. Il semble maintenant dépassé par le cours des événements. C'est néanmoins ce programme que le haut commissaire d'Argentine, homme-lige du général, est chargé d'appliquer, avec comme adjoint Leclerc. Mais, tandis que celui-ci entend une reconquête, dans un premier temps impressionnante, du Sud indochinois, le « neuf », accepté au Cambodge puis au Laos, est difficile à mettre en œuvre au Cochinchine, où les clans coloniaux campent sur leurs privilèges et où les Vietnamiens se débattent.

Le Vietnam y était, en effet, une ombre redoutable sur une et conscience, frappant les uns par la terreur et instillant dans les autres le poison du sentiment « *vis-à-vis* », traître à la patrie viet. La clé du problème est donc là où se trouve au titre, dans le Nord, où le retour s'avère urgent et négocié : la sauvegarde des 30 000 Français qui y vivent en otages, exposés à toutes les brutalités, l'exigence de l'insuffisance du corps expéditionnaire à couvrir la totalité du territoire indochinois et les opinions nationales et internationales impitoyablement d'éviter un affrontement armé.

Les discussions, passant d'une bataille de séduction au marchandage à l'orientale, avec des incidences chinoises violentes, aboutissent enfin lorsque, après la reconnaissance par la Chine de la souveraineté française sur l'Indochine et l'imminence d'un débarquement, Ho Chi Minh se résout à composer avec l'indivisible et signe la convention préliminaire du 6 mars, assortie d'un accord militaire annexé.

« Munich »

Le soulagement des Français montre combien ils craignent, eux aussi, un choc armé. Les 30 000 otages sont sauvés, le corps expéditionnaire peut débarquer en paix. Le Vietnam est reconnu comme Etat libre dans la Fédération indochinoise au sein de l'Union française, mais il n'est pas question d'indépendance ni de réaffirmation, le sort de la Cochinchine devant être soumis au référendum de sa population. Le gouvernement de Félix Gouin, successeur du général de Gaulle, retire, et la presse métropolitaine applaudit, encore que ces problèmes constitutionnels restent à résoudre, que l'année suivante, conclut dans la surexcitation et les instructions gouvernementales par des négociateurs français pressés d'aboutir, offre des ombres : l'armée du Vietnam participe à la relève des Chinois, il est vrai sous commandement français, et, surtout, l'évacuation des forces françaises est prévue dans sa presque totalité en cinq ans. Le ministre socialiste de la France d'Outre-mer, Marins Montet, fulmine. « On veut l'indochinois ? », s'écrie le haut commissaire d'Argentine, qui le reproche à Leclerc, son interlocuteur pendant les tractations. « On en attendra les incertitudes à l'usage », répond le libérateur de Paris.

Pour Ho Chi Minh, malgré la reconnaissance de son régime, c'est un échec qu'il lui faut justifier devant les ultras, les radicaux, et le peuple qu'il a mobilisés contre ce colonialisme dont il accepte maintenant le retour. « C'est *Brest-Litovsk* », explique Giap, le chef militaire du Viet-Minh. Mais la lutte continue. Au Sud, un nouveau chef de talent, Nguyen Binh, redonne de la vigueur aux guérillas. Au Nord, par la convention militaire du 3 avril, Giap réussit à enrayer le corps expéditionnaire dans une toile d'araignée d'autorisations et de limitations qui en restreignent la liberté d'implantation et de mouvement.

Brandissant la souveraineté vietnamienne avec une susceptibilité pointilleuse, les autorités de Hanoï vont ajuster scrupuleusement ce carcan.

En privilégiant Hanoï, les seconds du 6 mars ont porté un coup à la construction fédérative en cours au Cambodge, au Laos et surtout en Cochinchine, où la pacification traîne en longueur. Les négociations sur le fond qui doivent suivre risquent de l'achever. Le haut commissaire cherche à gagner du temps en essayant de retenir Ho Chi Minh dans le berrail au cours d'une entrevue en baie d'Along, puis en organisant une conférence préparatoire à Dalat. Les Vietnamiens esquissent. Thierry d'Argentine lance alors une offensive politique en vue du référendum cochinchinois en faveur d'un mouvement anticolonialiste sédition. Montet approuve et objecte mollement la création d'un gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, réplique de celui de Hanoï.

Mais l'entreprise est vouée à l'échec : ses fondements sont précaires, le particularisme du Sud n'étant pas un courant assez fort pour contraindre le flux national. Les autorités françaises, imbues de l'esprit impérial des services civils, n'ont allé au bout de leur logique et ont donné à ce gouvernement les moyens de s'imposer. Enfin, le voyage en France de Ho Chi Minh lui est politiquement fatal. Le succès, quelques mois plus tard, de son prédécesseur, le docteur Thinh, est un symbole tragique.

En insistant pour que Paris soit le lieu des pourparlers, Ho Chi Minh savait ce qu'il faisait. C'est à la fois une consécration pour son régime, un nouveau coup en fédéralisme dont il saute l'échelon, et un avantage, car il sait trouver dans la capitale des amis, des alliés, un terrain favorable à sa propagande. Ce ne sera pourtant qu'un chapitre de déceptions. Il tombe dans la piège du tripartisme, en pleine crise gouvernementale. Et puis, Fontainebleau remplace Paris comme lieu de la conférence. Surtout, s'il reçoit le soutien, d'ailleurs relativement discret, du PCF et s'il obtient un succès personnel de popularité, il peut mesurer la force du bastion impérial, dont le nouveau président du conseil, Georges Bidault, est un défenseur, ainsi que les effets de la guerre froide massive.



Le désaccord est fondamental entre Vietnamiens et Français. Les premiers veulent un traité, les seconds discutent de statut. L'échec de la conférence est alors évident. La délégation vietnamienne se retire lorsque l'amiral d'Argentine réunit à Dalat une conférence rivale, afin de donner la parole aux autres membres de la famille indochinoise écartés de Fontainebleau, Cambodge, Laos, Cochinchine, Annam méridional, montagnes du Sud.

Or une véritable escalade dans l'hostilité est engagée par les autorités de Hanoï contre les Français. La politique du haut commissaire, les opérations au Nam Bo (le Sud), les interventions du corps expéditionnaire en pays de minorités ethniques, sont dénoncées comme autant de violations de la souveraineté et de l'unité du Vietnam. Incidents, choc armés, agressions se multiplient, malgré les missions mixtes de liaison. La tension monte au cours de l'été et s'aggrave dangereusement après la clôture de Fontainebleau jusqu'au retour de Ho Chi Minh.

Le président est, en effet, resté à Paris après le départ de sa délégation. Conscient des conséquences d'une rupture, il lui faut du temps pour renouer son régime, politiquement et militairement. Peut-être espérait-il également en un succès socio-communiste sur prochaines élections françaises. Il ne veut pas non plus rentrer chez lui les mains vides. L'argument des opposants et du peuple, qui ne lui pardonneraient pas cet échec, tondeur particulièrement les Français désireux d'éviter l'irréparable. Ainsi obtient-il du conciliant Marins Montet un étrange *modus vivendi*, négocié et signé en vestiment, dans l'appartement privé de celui-ci. C'est un nouveau et meigre compromis destiné à rétablir calme et confiance en attendant de nouvelles négociations prévues pour le début de 1947. Ho Chi Minh y obtient cependant, contre des concessions économiques mineures, la garantie des libertés démocratiques et l'arrêt des hostilités en Cochinchine. L'avantage en faveur de la guérilla et des rebelles, libre de poursuivre la lutte politique et de se renfor-

cer clandestinement à l'abri d'un camouflage, est tenu pour considérable par les autorités françaises d'Indochine, qui y voient, en outre, le contrepoids de toute leur action au Sud. Nanti de ce bagage, Ho Chi Minh retourne, à bord d'un navire de guerre français, dans un pays qui lui réserve un accueil triomphal et que ses fidèles ont astoyé des encombrants opposants nationalistes. Tant le succès, il impose une escalade, le temps de réorganiser l'empire du Vietnam sur l'appareil du pouvoir et de mettre en place une structure gouvernementale de combat.

En fait, malgré un arrêt des opérations de guérilla en Nam Bo, montrant l'autorité de Hanoï sur ses troupes, la situation se tend de nouveau rapidement. Le désarmement est néanmoins la question dominante, devenue brûlante depuis la décision française d'établir un contrôle des importations et des exportations. Des messages interceptés par les Français indiquent une préparation du Viet-Minh à l'affrontement sur l'ensemble du territoire. C'est donc dans une atmosphère d'extrême tension que le feu se déclare à Haiphong.

Des réguliers vietnamiens frôlent sur le *landing-craft* français qui arrabonne la chaloupe de contrebande. Riposte des militaires français. Très vite, la fusillade se généralise dans toute la ville. La mission de liaison est impuissante. Ses membres français sont abattus, leur chef, le commandant Camoin, est tué. Le colonel Debès, commandant d'armes de la place, réagit avec vigueur et lance l'assaut sur les postes de mitrailleuses. Mitrailleurs d'un côté, blindés de l'autre, interviennent. C'est l'engrenage que rien n'arrête, ni un cessez-le-feu signé à Hanoï mais inapplicable sur le terrain en raison de l'implication des positions et du refus républicain de céder, ni la décision de Ho Chi Minh et d'un délégué français de réunir d'urgence une commission douzière, ni les tentatives d'apaisement du général Morfère, commissaire intermédiaire, dont l'esprit de conciliation passe pour de la faiblesse aux yeux d'une armée exaltée.

Le point de non-retour

Le colonel Debès n'a que 2 500 hommes pour tenir une agglomération hostile de quelque 150 000 habitants. Des mouvements de troupes dans les environs lui donnent l'impression d'une manœuvre d'encerclement. Le général Vallby, successeur de Leclerc et en charge, à Saigon, de l'intermède d'Argentine, est également convaincu de la préméditation vietnamienne, que lui confirme un nouvel incident survenu à Lang-Son : les forces françaises y ont été attaquées. Elles ont répliqué violemment, en prenant la ville. Il ordonne alors à Debès de se retirer maître de Haiphong par tous les moyens à sa disposition, et d'organiser le gouvernement et l'armée vietnamiens à rétrocession. Après avoir exigé l'évacuation totale de la ville par toutes les forces vietnamiennes, et assuré un refus, Debès ordonne l'attaque le 23 novembre à 10 h.

La résistance des milices et des éléments de l'Armée de libération est acharnée, les combats de rue très durs. La chasse éperdue de Hanoï, l'artillerie terrestre et surtout celle de navires ou rivières, *Cherwell* et *Seyougan* de *Brazza* interviennent. Après cinq jours de bataille, la ville sera dévastée, en partie incendiée. Les victimes sont nombreuses dans les quartiers surpeuplés, même si beaucoup d'habitants ont fui. L'évaluation précise est néanmoins impossible et controversée, variant de 50 à 6 000, la différence qui sépare un combat meurtrier d'un massacre.

Il est évident que la riposte française a eu un caractère de punition. Elle a été la réaction inévitable d'une armée dont l'orgueil et les nerfs ont été mis à rude épreuve par la pression exercée sur elle. Car il est tout aussi évident qu'en développant une psychose de guerre, expression d'une volonté de revanche et d'indépendance contrariée, conviction d'un impossible dialogue, ou moyen de peser sur un nouveau marchandage, le gouvernement de Hanoï, Ho Chi Minh le premier, commettait le risque encouru. Quel qu'il en soit, il est désormais persuadé que les Français vont poursuivre leur action de force et d'empire de la même façon de Hanoï. Il se retire la nuit à Hanoi, hors de la capitale, pour éviter une surprise, et Giap ordonne à toutes ses troupes, au Nord comme au Sud, de se tenir prêts à toute éventualité. Trois semaines plus tard, le 19 décembre, les dirigeants du Viet-Minh regrettent opportuniste de prendre les devants et de déclencher une offensive générale.

Car Haiphong a été le point de non-retour de l'engrenage d'une peur et d'une méfiance réciproques.

PHILIPPE FRANCHINI

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

ALAIN JUPPÉ

animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur RTL

avec André PASSERON et Erik IZRAELVITZ (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

dimanche 18h15

Aux Nations unies

La France cherche à « limiter les dégâts » lors du vote sur la Nouvelle-Calédonie

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

L'Assemblée générale de l'ONU devait entendre lundi 1^{er} décembre le débat relatif à la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la « liste des territoires non autonomes »...

Le projet de résolution déposé par un groupe de vingt-huit pays conteste le statut de la Nouvelle-Calédonie de la liste des territoires non autonomes...

L'Australie en pointe

Les deux principaux dirigeants indépendantistes, MM. Jean-Marie Tjibaou et Yvon Ouhérou, arpentent les couloirs de l'Assemblée en tant que membres de la délégation officielle du Vanuatu...

L'abandon des accords SALT-2

Vives critiques des alliés européens de Washington

La décision de l'administration américaine de passer outre aux prescriptions du traité SALT-2 sur la limitation des armements stratégiques...

A Vicence, M. Vladimir Lomelto, ambassadeur itinérant soviétique, a qualifié ce vendredi de « jour noir » le fait d'« une preuve de la démagogie américaine »...

M. Gorbachev a critiqué de son côté la décision du président américain, lors d'une conférence de presse tenue au terme de sa visite de quatre jours en Inde...

Le dépassement du plafond prévu par les accords SALT-2 a également été critiqué par un certain nombre de partenaires européens de Washington...

« Je ne puis hériter la France, pays ami ». Intention qui n'a pas convaincu du côté français, où l'on se dit « outré par l'énorme effort de lobbying »...

Les représentants des deux camps expliquent inlassablement aux cent cinquante-neuf délégations leur point de vue respectif. Pour les indépendantistes, il faut que la décision sur la réinscription soit prise avant le référendum de juillet...

« Les dés sont pipés », affirme un ambassadeur africain, car, d'ONU, une thèse indépendantiste reçoit un soutien automatique...

Chez les Latino-Américains, les hostilités de l'Argentine, très honnête du soutien apporté par la France dans l'affaire des Malouines, incitent peut-être certaines délégations à s'abstenir...

L'Occident préférerait sans doute suivre la France en s'abstenant; mais l'addition des voix du bloc soviétique apporterait sans doute un résultat clairement favorable aux thèses cancérales...

CHARLES LESCAUT.

La fin du voyage du pape en Australie

Jean-Paul II prend la défense des aborigènes

ALICE-SPRINGS de nos envoyés spéciaux

Jean-Paul II a mis fin, ce samedi 29 novembre, à son long voyage en Australie - 5800 kilomètres pour cette seule dernière journée - qui était aussi par sa visite aux aborigènes, dont la présence dans ce canyon de la planète est attestée depuis quarante mille ans...

Dans l'une de ses plus belles adresses, de loin la plus vigoureuse depuis le début de ce trentième voyage, Jean-Paul II a pleinement assumé la cause des aborigènes. Durant les milliers d'années qui ont précédé la découverte par les Européens de cette île...

Le rêve brisé

SYDNEY correspondance

A Alice-Springs, ville blanche et moderne posée comme une anomalie sur le cœur rouge et millénaire de l'Australie, se trouve la « piste du rêve »: deux cents mètres de terre dans laquelle divalent dans du centre et du nord du continent ont peint les légendes et les esprits ancestraux du « temps du rêve »...

Une canette remplie d'essence

A la prison d'Alice-Springs, les aborigènes, soit 25% de la population de la ville, forment 70% des détenus. Selon un magistrat local, c'est la dernière génération d'aborigènes tout entière qui sera sacrifiée...

Alice-Springs, l'infin des regards, il y a les dix-huit campements où vivent, protégés à force d'alcool et d'armes, deux mille aborigènes. Aux façades, les carreaux sont brisés; ce peuple de nomades aime sentir l'air sur sa peau...

Le pape n'est pas passé par là. Mais il est vrai que les cent cinquante mille aborigènes ont un handicap: ils forment à peine 1% de la population australienne.

Il y a... le SIDA qui guette. Sept cas « aborigènes » identifiés.

S. C.

Le sommet franco-italien

Paris et Rome souhaitent la constitution d'un « groupe de contact » méditerranéen

Le sommet franco-italien organisé le samedi 28 novembre à Paris aura été aussi bref que discret: quelques ministres et secrétaires d'Etat autour de MM. Mitterrand, Ciriaco De Mita et Craxi...

permet d'échanger entre chose que d'excellentes intentions mutuelles. La taxation des importations italiennes de champagne, qui a abouti à réduire considérablement celles-ci en 1987...

Accents massassés

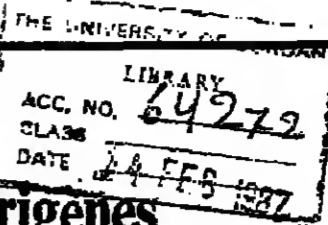
Pour faire bonne mesure, il a été décidé de redonner vie à un projet qui date déjà de quelques années et qui consisterait, a expliqué M. Craxi, à « créer une sorte de synergie des bonnes volontés dans les pays européens et arabes de la Méditerranée occidentale, pour rechercher ensemble des solutions pacifiques et négociées »...

La coopération technologique en faveur d'Airbus de l'ATR 42 et 72 et autres projets? Il y a une sensible progression des intentions françaises et italiennes à cet égard...

Quant à la suggestion récemment émise avec quelque insistance par M. Giscard d'Estaing de désigner un « président de l'Europe », M. Craxi a retrouvé les accents massassés qui ont fait sa réputation auprès des journalistes pour assurer que c'était « la première fois qu'il en entendait parler »...

Quant à la suggestion récemment émise avec quelque insistance par M. Giscard d'Estaing de désigner un « président de l'Europe », M. Craxi a retrouvé les accents massassés qui ont fait sa réputation auprès des journalistes pour assurer que c'était « la première fois qu'il en entendait parler »...

BERNARD BRIGOLEUX.



Sud, c'est le cas des Noirs et des gens de couleur. En Union soviétique, des juifs et des militants religieux... Ici en Australie, ce sont les nouveau-nés.

« Absurdités », nous a répondu le Père Uren, un jésuite de l'Etat d'Australie occidentale qui préside le comité de bioéthique du diocèse de Perth. Le Père Uren est un progressiste: s'il déplore l'expérimentation sur l'embryon humain et sa destruction...

Dans le vague

Cependant, le Père Uren recommande que jamais plus de deux ou trois embryons ne soient formés hors utérus et que tous les embryons « viables » soient réimplantés dans l'utérus de l'épouse; ceci pour éviter qu'il y ait destruction des embryons surméditerranéens...

Dans un tel contexte de division des catholiques australiens, les propos du pape à Melbourne étaient très attendus. Mais dans l'attente d'un document de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, à paraître très prochainement sur cette grave question morale, Jean-Paul II est demeuré très vague.

Il a cependant déclaré que « les médecins et les chercheurs sont soumis à la même loi morale que quiconque, surtout lorsqu'ils travaillent sur des tissus humains (...) ». L'Eglise catholique n'est, en aucun cas, opposée au progrès. Son souci est que rien ne soit entrepris contre la vie de qui que ce soit, si faible et sans défense soit-il, et si quelque stade de son développement que ce soit.

Dans son homélie de Melbourne, lors de la messe, Jean-Paul II a répété: « Le progrès n'est possible que s'il respecte l'image de Dieu dans l'homme. Si la science s'écarte des exigences de la morale, elle ne pourra jamais conduire l'humanité à une vie meilleure. »

JEAN-PIERRE CLERC et SYLVIE CROSSMAN.

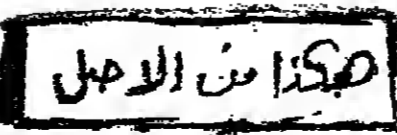
La télé a 50 ans

Enfants de la télé, votre maman cathodique fête ses 50 ans à la Villette.

Une grande expo sur un demi-siècle de petit écran du 2/12/86 au 15/3/87. Pour une fois quittez votre poste!

Avec le concours de PHILIPS et la collaboration du CHTV et de l'INA

cité des Sciences et de l'Industrie la Villette



Un entretien avec le président du Front national

M. Jean-Marie Le Pen parie sur l'échec du premier ministre

Week-end de réflexion pour le Front national. Samedi 29 novembre : réunion à huis clos de son conseil national. Dimanche 30 novembre : convocation à Paris de tous ses conseillers régionaux. A l'ordre du jour : la préparation de la prochaine campagne présidentielle. Dans l'entretien que nous publions ci-dessous, M. Jean-Marie Le Pen dévoile sa stratégie et ses ambitions.

« Le retour au scrutin majoritaire que le Conseil constitutionnel vient d'instaurer ne condamne-t-il pas irrémédiablement le Front national ? »

« Je regrette infiniment qu'on soit revenu au scrutin majoritaire qui a gouverné la décadence du Parlement pendant trente ans. La majorité actuelle a paré ce mode de scrutin de toutes sortes de vertus et coimandé la représentation proportionnelle comme si elle était la source de tous les maux politiques. »

« A la vérité, cela nous conduit à nous poser la question : qu'est-ce que le Parlement ? C'est une chambre de décompression des tensions politiques, économiques, sociales, naturelles dans un pays. La vie est conflictuelle. Et, le système parlementaire est un système civilisé qui élève les conflits dans un système pacifié. Or, il est évident qu'un tel système n'a de sens que s'il le représente vraiment. Vouloir faire de l'Assemblée nationale un mécanisme de la stabilité gouvernementale, c'est faire une erreur considérable. Et si on procède par analogie dans le jugement avec ce qui s'est passé sous la IV^e République, on fait une deuxième erreur. C'était le système d'Assemblée qui était critiquable et non pas le mode de désignation. »

« Mais quelles sont les conséquences pour votre mouvement ? »

« Croire qu'en éliminant le Front national de l'Assemblée nationale, on va tuer ce parti, c'est se faire des illusions. On court le risque de faire descendre la solution de ces problèmes dans la rue. Si on empêche les gens d'exprimer leurs opinions, on cause le thermomètre, mais on ne fait pas tomber la fièvre. »

« Persistez-vous à penser que certains lobbies, comme vous l'avez récemment dit, auraient obtenu des engagements du RPR pour faire adopter cette loi électorale ? »

« Tout à fait, l'un de ces lobbies est le CRIF de M. Klein qui a sollicité du RPR l'engagement qu'un système électoral capable d'éliminer le Front national soit adopté. »

« Y en a-t-il d'autres, selon vous ? »

« Je pense que c'est le principal, mais SOS-Racisme pourrait se ranger dans cette catégorie. »

« Ne craignez-vous pas cependant que certains députés quittent votre groupe pour s'assurer une réélection plus facile ? »

« S'ils le faisaient, ils seraient encore plus naïfs qu'on pourrait l'imaginer. Un candidat de droite, il ne peut être élu sans les voix du FN. Si M. Chirac n'a pas compris cela, il y a de grandes chances qu'il ne soit jamais président de la République. »

Le néant des réalisations

« L'affaire des cent millions, le code de la nationalité, l'action de M. Pasqua en matière de sécurité, tout cela n'est-il pas destiné à vous donner satisfaction ? »

« S'il y a, comme je le pense, plus de six millions d'étrangers en France, ce n'est pas le fait d'expulser cent un Maliens qui va changer les choses. »

« Il y a là un côté si évidemment spectaculaire et médiatique dans tout ce que fait M. Chirac que, de toute évidence, c'est fait pour masquer le néant des réalisations. Toute occasion lui est bonne, quelquefois même avec une certaine impudence. Il arrive sur les lieux des attentats terroristes avant le SAMU. Il devrait d'ailleurs se mettre un brassard. »

« Pensez-vous que la cohabitation entre MM. Mitterrand et Chirac puisse s'interrompre prématurément ? »

« Je crois que rien n'oblige que cette cohabitation soit le binôme Mitterrand-Chirac. Le président de la République peut très bien prendre acte du fait que M. Chirac n'a plus de majorité, il n'est pas certain que M. Barre et ses amis laissent à M. Chirac l'avantage d'être au poste de premier ministre au moment de la consultation. Ce serait exiger d'eux une sainteté qu'il n'est pas habituelle dans le milieu politique. »

« De toute manière, le délai de dix-huit mois qui lui reste enlève M. Chirac dans une double difficulté. C'est trop court pour créer la confiance et mettre en place une politique dont les effets se seraient fait sentir de façon bénéfique. Mais ce sera trop long pour pouvoir tromper le peuple. Il risque d'arriver à M. Chirac ce qui sera décidément une fatalité : d'être pour la deuxième fois l'instrument d'une victoire socialiste à la présidence de la République. »

« Comment envisagez-vous personnellement l'élection présidentielle ? Etes-vous candidat ? »

« Virtuellement. La position officielle étant que l'on est candidat officiellement lorsque la campagne est ouverte. »

« Quelles sont vos chances ? »

« De façon réaliste, on peut penser qu'il y aura au moins à droite quatre candidats : M. Chirac, M. Barre, moi-même et M. Léotard, dont M. Chirac a intérêt à pousser la candidature pour gêner M. Barre. Qui arrivera en tête ? Impossible pour le moment de le prévoir. »

« Sur quoi misez-vous ? »

« Sur un grand élan populiste. Sur une prise de conscience du peuple français de la gravité des problèmes fondamentaux qui se posent à lui. Insécurité, chômage, immigration, étatisation bureaucratique et fiscaliste, décadence morale, menace subversive du communisme, six grandes préoccupations auxquelles la majorité actuelle n'a répondu que par de timides réformes. Or, comme je le crois, nous allons nous trouver dans dix-huit mois dans une situation très aggravée. Je pense que les Français qui en 1981 ont voté pour MM. Giscard d'Estaing et Chirac vont éprouver une immense déception qui sera l'absence de solution de rechange au socialisme. Cela peut et doit les conduire, selon moi, à se rapprocher de nous. »

« Quelle sera la place du Front national dans votre campagne ? Certains de vos amis vous soupçonnent de vouloir prendre le champ. »

« Pas du tout. Comme tous les candidats, le candidat de la droite nationale devra faire la démonstration qu'il est capable de coordonner les affaires de la France. Il doit donc montrer qu'il est capable de ne plus être un homme de parti. Mais il est bien évident que, président du Front national, je n'ai pas l'intention d'être infidèle au programme du Front national. J'apprécie toute l'aide que les militants pourront apporter à cette campagne. Mais je vise à rassembler des Français en nombre beaucoup plus important. »

A L'Elysée ? Pourquoi pas ?

« Vous imaginez-vous entrant dans dix-huit mois à l'Elysée ? »

« Pourquoi pas ? Ma culture m'incline à la modestie. Ayant passé de longues nuits de veille maritime, j'ai pu mesurer ce que je représente par rapport à l'univers des galaxies. Mais je sais aussi, comme j'ai pu le vérifier récemment en rendant visite à M^{me} Cory Aquino, le chef de l'Etat des Philippines, que la fonction emporte beaucoup d'hommes qui sont devenus ministres, premiers ministres, chefs d'Etat ici et ailleurs. Ils ne m'ont pas paru être des hommes qui, sur l'ensemble de leurs qualités, étaient d'une dimension supra-humaine. »

« Le politique doit être un décideur et prévoyant au sens presque de la voyance, un homme de caractère. Le respect des choix

auxquels on s'est résolu implique que l'on sache résister à beaucoup de pressions et quelquefois même à celles de son cœur. En toute modestie, je crois que ce qu'un individu peut apporter à cette mission, je l'ai tout autant qu'un autre. »

« Le Pen confiance », sera-ce votre slogan ? »

« Pourquoi pas ? Mais surtout Le Pen homme du peuple. Je suis d'origine populaire, mais j'ai eu la chance de recevoir une culture assez vaste et d'avoir une expérience de la vie qui est assez complète. Voyez-vous, je suis persuadé que ce sont la fonction et la situation qui peuvent créer l'appoint considérable de forces que l'on tire de la confiance du peuple. »

« J'ai imaginé cette histoire : j'ai lu dans la rubrique nécrologique des journaux qu'un certain colonel Charles de Gaulle venait de mourir à quatre-vingt-quatre ans au village de Colombey-les-Deux-Églises. Charles de Gaulle, pouvait-on lire, « président départemental des anciens combattants de la Haute-Marne ». Je me suis dit : qui est-ce ? Eh bien, c'était le général de Gaulle qui avait été fait prisonnier en 1940 à Montcornet et avait ensuite passé tout le reste de la guerre à l'oflag 12 B, où il avait d'ailleurs dirigé la troupe théâtrale, puisqu'il avait le goût de la comédie... Il avait été mis à la porte de l'armée parce qu'il avait commis une petite imprudence. Comme il avait travaillé avec le maréchal Pétain entre les deux guerres, à Noël de 1941 il lui avait envoyé une petite carte. Cette carte a été retrouvée à Vichy par les comités d'épuration, et on l'avait pris. Alors ses obsèques viennent de se dérouler à Colombey en présence, notamment de son fils, un certain Philippe de Gaulle, directeur des P et T à Strasbourg, et un certain colonel Galley, un colonel en retraite... Voilà un scénario qui aurait pu changer le cours de notre histoire. Chacun doit croire en la providence et à son destin. »

M. Barre plutôt que M. Chirac

« Vous arrivez à l'Elysée, Avec qui gouvernez-vous ? »

« Si les électeurs me désignent, le choix sera, à partir de l'Assemblée existante, un premier ministre pour conduire une politique qui devrait évidemment se rapprocher de celle que je défends. Si cela n'était pas possible, je dissoudrais l'Assemblée. Peut-être alors le nouveau scrutin me permettrait-il d'avoir beaucoup plus d'élus que la proportionnelle ne nous en a donné en mars dernier. Quand j'ai été élu en 1956, les gaullistes ont fait quatre cent mille voix. Tout le monde a dit : c'est fini. Deux ans plus tard ils prenaient le pouvoir pour vingt-cinq ans. C'est l'un des grands avantages de la démocratie : les peuples expriment des volontés et sont capables d'opérer de grandes mutations pacifiques. »

« Permettons-nous cependant d'envisager d'autres hypothèses... Supposons, au second tour, un face-à-face entre MM. Mitterrand et Chirac. Que faites-vous ? »

« A priori il me paraît impossible de soutenir M. Mitterrand. Cela signifie-t-il pour autant que je soutiendrai M. Chirac ? Cela dépendra évidemment des positions qu'il aura défendues durant la campagne présidentielle. Mais il faut aussi savoir que les consignes de vote que peut donner un candidat provoquent rarement une discipline complète de ses électeurs. »

« Et si M. Barre était le candidat de la majorité ? »

« Il faudrait également juger de son programme. Mais je pense que M. Barre, pourrait en dehors de toute consigne de vote, compter certainement sur une plus grande fidélité des électeurs de la droite nationale. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

« Le Sénat poursuit l'examen du budget. — Le Sénat a approuvé dans la nuit ou vendredi 28 au samedi 29 novembre les crédits du ministère des affaires sociales et de l'emploi, socialistes et communistes votant contre. Bien qu'il pêche « par timidité », le budget de 1987 va, estime M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), dans la « bonne direction ». Le président de la commission des affaires sociales, ainsi que plusieurs orateurs de la majorité, comme MM. Jacques Quénec'h (RPR, Vendée) et Charles Descoeurs (RPR, Isère), ont souhaité que soit rapidement engagée une réflexion de fond sur les difficultés de la sécurité sociale et le déséquilibre an général des comptes sociaux. »

L'élection municipale de Draguignan

Union à droite, division à gauche

DRAGUIGNAN de notre correspondant régional

Trois listes seront en présence pour le deuxième tour des élections municipales de Draguignan le dimanche 30 novembre. Au terme de négociations très difficiles, la liste de M. Max Piselli (div. d.) soutenue par l'UDF et le RPR qui était arrivée en tête au premier tour avec 24,04 % des voix, a fusionné avec celle dirigée par M. Angelin German (div. d.), maire de Flayosc (16,70 %). M. German a lui-même renoncé à se représenter mais quinze de ses co-listiers dont douze en position d'éligibles figurent sur la nouvelle liste d'union de la droite.

Aucun accord n'est intervenu en revanche à gauche malgré la tentative de médiation de M. Jean Poporen. La liste conduite par M. Léopold Basilio (13,55 %) qui se prévaut du « soutien moral et affectif » de l'habituel maire (PS) de Draguignan, M. Edouard Soldani, a

décidé de se maintenir face à celle de M. Gérard Sabater, soutenue officiellement par le PS et le MRG (23,96 %). M. Basilio et ses co-listiers ont opposé un veto à M. Sabater, comme chef de file d'une liste « d'union et de rassemblement ». Quatre co-listiers de M. Basilio ont cependant fait savoir qu'ils ne souhaitaient plus figurer sur sa liste.

Les négociations ont également échoué entre la liste Sabater et celle du PCF (8,41 %) qui n'aura pas en conséquence de représentation dans la prochaine municipalité. Le champ est désormais ouvert à un succès de M. Piselli dont l'ampleur pourrait toutefois être réduite par la prise de position du Front national (8,61 % des suffrages exprimés), qui appelle ses électeurs à « écarter le pire des candidats restés en compétition ». La liste conduite par le préfet Jacques Lenoir (div. d.) n'a pas, de son côté, donné de consignes de vote.

G. P.

Convention nationale du PS

Le texte « Agir ensemble pour l'emploi » n'engage que ses auteurs

Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, le 19 novembre, de ne pas diffuser auprès des fédérations et des sections le texte préparatoire prévu pour la convention nationale sur l'emploi, qui doit se tenir les 13 et 14 décembre, à Marné-la-Vallée.

Le document intitulé « Agir ensemble pour l'emploi » rédigé par le groupe des 22, rassemblé autour de M. Jean-Paul Bachy, secrétaire national du PS, n'engage désormais que ses auteurs.

Quatre membres de ce groupe de travail, membres du courant Socialisme et République («+CERES»), ont refusé d'accepter la rédaction finale de ce texte, considérant que

« le traitement social, si nécessaire soit-il, ne peut-être qu'un palliatif ». Ils lui reprochent de ne pas mettre assez l'accent sur la nécessité d'une forte croissance et surtout, en maintenant l'objectif de la réduction du temps de travail, de défendre la thèse du partage du travail.

Le courant Socialisme et République a d'ailleurs élaboré son propre texte, intitulé « Muter », qui devrait lui servir ensuite de contribution pour le congrès d'avril prochain.

[M. Bachy a laissé filtrer son texte dans la presse, en se gardant bien de préciser que son document n'avait pas été repris à son compte par la direction du PS.]

La télévision a 50 ans
Elles sont venues, elles sont toutes là, les stars de la télé pour fêter ses 50 ans. Une grande soirée en direct de la Villette, le 7/12/86 de 19h30 à 23h, en clair sur Canal+. Préparez vos mouchoirs.
CANAL+ La France
la grande halle la Villette

CREER
APPELEZ (1) 47.32.92.34
Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES - 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-80-72

DEVELOPPER
APPELEZ (1) 47.32.92.34

سكيا من الامال



Politique

L'attitude du gouvernement face à la

Au cours d'une séance houleuse à l'Assemblée nationale

Le ministre se replie en commission

Un recul à géométrie variable

Malgré des discussions à n'en plus finir, le flau l'emporta. Les hommes de Matignon doutent des informations émanant de son fils des heures. M. Barrot se contenta de demander le temps pour sa commission d'étudier les nouveaux amendements. M. Monory annonça que le gouvernement restait à sa disposition et qu'il ne réinscrirait le texte à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée que lorsque la commission serait prête. Mais le règlement ne permet pas une telle interprétation de la décision prise.

Un retour formel en commission était impossible aux yeux de la majorité, pour ne pas donner l'impression de céder à l'opposition, la commission ne pourra de nouveau se saisir d'un texte qu'à la veille d'un nouveau débat public fixé par le gouvernement. C'était en tout cas l'analyse précise et ferme de M. Jacques Barrot vendredi soir.

Recalé jeudi à l'écrit par les étudiants et les lycéens descendus dans la rue, M. Alain Devaquet a été ajourné sine die, vendredi 28 novembre, à l'Assemblée nationale, après son oral de rattrapage. Au terme de cinq heures de discussions passionnées agitées, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur a, en effet, vu sa copie répartir en commission, sur demande du président de la commission des affaires culturelles, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire).

Dans une ambiance houleuse, M. Barrot prend la parole pour demander au gouvernement un nouveau délai, afin de « diriger les mandats », en préparant un débat « plus approfondi et plus sérieux ». « Cet amendement permettrait au gouvernement de manifester sa volonté de convaincre, injustement présentée comme une volonté de contraindre », clame le député, dans le ton-à-foi. Les députés socialistes — dont le groupe fait tâche au milieu de l'hémicycle quasiment délaissé par les députés de la majorité — sont debout pour le plupart, criant en chœur à l'adresse du ministre : « Retrait, retrait, retrait ».

Le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur a, en effet, vu sa copie répartir en commission, sur demande du président de la commission des affaires culturelles, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire).

« La fille à la casquette » Elle est déjà bien plus qu'un chef, et personne ne connaît son nom. On l'appelle « la fille à la casquette ». Elle est partout. Elle négocie avec des commissaires qui passent trois fois son poids. Elle pense les égarés sur le front de ses camarades. Elle rappelle à l'ordre quelques excités qui se croient en pleine révolution. Ce mouvement de chevreuils lycéens qui a débordé la lourde infanterie étudiante, et fait rader en désordre le gouvernement de la France, ce mouvement lui ressemble. Effracts et fins, avec cette façon de ne donner de rien, et ses cris « CRS avec nous ». Les adolescents 88 ont tous le « look Gigi ».

« Je les connais bien, mes gars » Le « look Gigi », c'est d'abord une très légère fermeture. Autour ? Elle préfère se dire « très communicationnelle ». « Je passe partout. J'en profite ». Il faut le voir houpiller des malheurs de terminale, ressouder d'un mat la chaîne hésitante du service d'ordre lycéen, demander ingénuement aux CRS s'ils ne pourraient pas, « si vous plaît », renvoyer leurs bouillottes aux vestiaires « parce que ça fait moche ».

« La fille à la casquette » Elle est partout. Elle négocie avec des commissaires qui passent trois fois son poids. Elle pense les égarés sur le front de ses camarades. Elle rappelle à l'ordre quelques excités qui se croient en pleine révolution. Ce mouvement de chevreuils lycéens qui a débordé la lourde infanterie étudiante, et fait rader en désordre le gouvernement de la France, ce mouvement lui ressemble. Effracts et fins, avec cette façon de ne donner de rien, et ses cris « CRS avec nous ». Les adolescents 88 ont tous le « look Gigi ».

Le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur a, en effet, vu sa copie répartir en commission, sur demande du président de la commission des affaires culturelles, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire).

« Les lièvres et la tortue » Tout va se jouer lundi. Formulé par M. Philippe Durieux, président de l'UNEF-ID et militant actif du mouvement étudiant, le pronostic paraît juste. Depuis une dizaine de jours les étudiants étaient maîtres du jeu. Prenant tout le monde à contre-pied, boucaulant Fladiérou qui semblait entourer le projet de M. Devaquet, cristallisant d'un coup le décalage profond entre la jeunesse et la logique politicienne et idéologique du gouvernement, ils avaient réussi à entraîner dans la grève la quasi-totalité des centres universitaires français et à faire descendre dans la rue 500 000 étudiants et lycéens à Paris et en province. Bref, à faire basculer en leur faveur le rapport des forces.

Le groupe socialiste avait quant à lui décidé d'engager une bataille de procédure. Seule l'exception d'irrecevabilité, tendant à démontrer que le texte est anticonstitutionnel, aura eu le temps d'être défensé par M. Jean-Pierre Sauer (PS) avant d'être rejeté par les voix conjuguées du RPR, de l'UDF et du Front national. Pour M. Sauer, l'empire du ministre aura été de céder aux pressions conjuguées de deux lobbies : « Le premier camp, composé d'ultralibéraux, qui rêvent d'instaurer une modèle américain ; (...) le second est composé de ceux qui, au fond, n'ont jamais accepté la loi d'équilibre adoptée en 1968 ».

« Les lièvres et la tortue » Tout va se jouer lundi. Formulé par M. Philippe Durieux, président de l'UNEF-ID et militant actif du mouvement étudiant, le pronostic paraît juste. Depuis une dizaine de jours les étudiants étaient maîtres du jeu. Prenant tout le monde à contre-pied, boucaulant Fladiérou qui semblait entourer le projet de M. Devaquet, cristallisant d'un coup le décalage profond entre la jeunesse et la logique politicienne et idéologique du gouvernement, ils avaient réussi à entraîner dans la grève la quasi-totalité des centres universitaires français et à faire descendre dans la rue 500 000 étudiants et lycéens à Paris et en province. Bref, à faire basculer en leur faveur le rapport des forces.

La crainte de l'Élysée

M. Chirac devra, de toutes façons assurer les responsabilités de chef du gouvernement et de la majorité. Bien qu'il n'ait pas lui-même — contrairement à M. Mitterrand en 1984 — annoncé le renvoi du texte, il devrait être dimanche à TF 1 en première ligne. Son image de « battant » et de « gagnant », y résistera-t-elle ? Ses électeurs, séduits par son programme de fermeté, ne seront-ils pas déçus de cette « reculade » ? Le gouvernement cède devant la première grande manifestation de rue au risque de donner des idées à tous ceux qui contestent sa politique. Déjà le Front national s'engouffre dans la brèche pour dénoncer « la faiblesse » de la majorité.

Endossé par l'UDF

La mise en musique fut beaucoup plus délicate. Tout l'appareil fut consacré à des contacts divers, dans les salons du Palais-Bourbon ou par téléphone. Mais, pour trancher entre les diverses tactiques possibles, il n'y eut plus personne. Matignon essaya de faire prendre publiquement la décision de recul par les députés de la majorité, sous le prétexte du nombre d'amendements déposés par l'opposition. Mais M. Barrot voulait bien aider les ministres à condition que ceux-ci prennent aussi leurs responsabilités. Finalement il accepta de solliciter, pour la commission des affaires culturelles qu'il préside, un délai supplémentaire, mais ce fut M. Monory qui l'accompagna formellement. Cette réforme avait été

En visite officielle à Paris

Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, sera l'hôte officiel de son homologue français, M. André Giraud, du lundi 1^{er} au mercredi 3 décembre. Il sera reçu, mercredi, par le président de la République après l'avoir été par le premier ministre et par le ministre des affaires étrangères. M. Weinberger sera notamment accompagné de M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense pour les questions de sécurité internationale.

Le secrétaire américain à la défense se fera présenter l'avion Rafale

Outre ces entretiens, le secrétaire américain à la défense visitera, mercredi, le centre d'essais en val de Brétigny-sur-Orge (Essonne), où M. Serge Dassault, président-directeur général du Groupe aéronautique Dassault-Breguet, lui présentera le prototype Rafale d'avion de combat bifauteur mis au point pour les besoins de l'armée de l'air et de l'aéronavale française. Le Rafale vole actuellement avec deux réacteurs américains (des F-404 de General Electric) en attendant des réacteurs M-88 conçus par la SNECMA française pour les appareils dérivés en série.

« Je les connais bien, mes gars »

Après son bac, elle veut entreprendre des études de langue pour devenir interprète. Ou alors, « envoyer une boîte d'épices américaines à quelqu'un ». Et une heure durant, confiante, elle attend sur un banc le gros de ses troupes. « Je les connais bien, mes gars. Ils vont revenir », dit-elle en accordant sa première interview. Gigi, ses premiers amis, est née en 1968 dans le ventre de sa maman. « Ma mère a gardé le mien au pavé de cette époque ». Elle avait grandi dans un quartier de Paris, elle avait que le bébé qu'elle attendait s'appellerait Gigi. Et prière de ne pas chercher à comprendre.

Les lièvres et la tortue

« Tout va se jouer lundi » Formulé par M. Philippe Durieux, président de l'UNEF-ID et militant actif du mouvement étudiant, le pronostic paraît juste. Depuis une dizaine de jours les étudiants étaient maîtres du jeu. Prenant tout le monde à contre-pied, boucaulant Fladiérou qui semblait entourer le projet de M. Devaquet, cristallisant d'un coup le décalage profond entre la jeunesse et la logique politicienne et idéologique du gouvernement, ils avaient réussi à entraîner dans la grève la quasi-totalité des centres universitaires français et à faire descendre dans la rue 500 000 étudiants et lycéens à Paris et en province. Bref, à faire basculer en leur faveur le rapport des forces.

« La fille à la casquette »

« La fille à la casquette » Elle est partout. Elle négocie avec des commissaires qui passent trois fois son poids. Elle pense les égarés sur le front de ses camarades. Elle rappelle à l'ordre quelques excités qui se croient en pleine révolution. Ce mouvement de chevreuils lycéens qui a débordé la lourde infanterie étudiante, et fait rader en désordre le gouvernement de la France, ce mouvement lui ressemble. Effracts et fins, avec cette façon de ne donner de rien, et ses cris « CRS avec nous ». Les adolescents 88 ont tous le « look Gigi ».

« Je les connais bien, mes gars »

Après son bac, elle veut entreprendre des études de langue pour devenir interprète. Ou alors, « envoyer une boîte d'épices américaines à quelqu'un ». Et une heure durant, confiante, elle attend sur un banc le gros de ses troupes. « Je les connais bien, mes gars. Ils vont revenir », dit-elle en accordant sa première interview. Gigi, ses premiers amis, est née en 1968 dans le ventre de sa maman. « Ma mère a gardé le mien au pavé de cette époque ». Elle avait grandi dans un quartier de Paris, elle avait que le bébé qu'elle attendait s'appellerait Gigi. Et prière de ne pas chercher à comprendre.

THIERRY BRÉHIER.

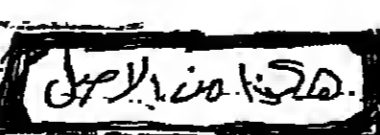
THIERRY BRÉHIER.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

GÉRALD COURTOIS.

GÉRALD COURTOIS.



Politique

contestation de la réforme universitaire

A Nanterre

« S'ils reculent déjà, c'est que nous pouvons gagner »

« Ils ne cesseront pas notre mobilisation avec de la pacotille. » L'annonce de la reculade du gouvernement sur le projet Devaquet laisse de marbre le carré d'étudiants en lettres qui montent la garde à Nanterre (université de Paris-X) vendredi 28 novembre après-midi. Le jugement ne tient pas de la méthode Coué. Il résulte d'une farouche détermination, au moins de la part de quelques dizaines de grévistes qui animent les commissions chargées de préparer la poursuite du mouvement au lendemain de la grande manifestation devant l'Assemblée nationale. « Ils veulent nous calmer mais notre mécontentement est plus profond que ça. C'est la démocratie dans les faces qui est en cause », assure une étudiante en histoire de l'art, pleine d'ardeur. Selon elle, les concessions apparentes de M. Chirac, loin d'étouffer la contestation, pourraient la renforcer : « S'ils commencent à reculer dès maintenant, c'est que nous pouvons gagner complètement. »

A Nanterre, les littéraires sont à la pointe du mouvement, mais la grève n'est majoritaire ni en droit ni en sciences économiques. Pourtant, 90 % des 3 800 étudiants (sur quelque 25 000 inscrits) qui se sont exprimés à bulletin secret au référendum organisé, mercredi et jeudi, par l'administration se sont prononcés contre le projet Devaquet. Beaucoup d'opposants à la réforme universitaire continuent de suivre les cours. C'est pour les inciter à rejoindre le mouvement que le comité de grève a commencé à photocopier en un grand nombre d'exemplaires les cours des principaux enseignants.

Dans les larges couloirs du bâtiment des lettres, des tables ont été installées ici et là, où s'activent les étudiants les plus militants : les commissions redoublent de vitalité. Vendredi, l'une d'elles a commencé à préparer l'occupation des locaux qui devrait débuter lundi. Les étudiants veulent rester sur place

PHILIPPE BERNARD.

jour et nuit pour monter leur détermination et éviter l'assaut-fierment de leur action d'ici à la nouvelle manifestation de jeudi. Ils ont déjà commencé à s'inscrire pour monter une garde nocturne, assurer le ravitaillement et le service d'ordre (pudiquement rebaptisé « service technique ») et même le nettoyage car « les femmes de ménage n'ont pas à partir de notre grève ». Une commission spéciale a aussi été mise en place pour éviter des interventions extérieures à des débats sur des thèmes comme la prison et la réforme du code de la nationalité.

De son côté, la commission média s'active pour appâter les journalistes. Des animations, un concert, sont à l'étude et un professeur de lettres aurait même promis de donner un cours, lundi, dans une gare parisienne pour populariser la lutte de l'université. Afin d'aider la province à monter à Paris jeudi, on organise des collectes et l'on amasse tissus, peintures et marqueurs en prévision des futures banderoles. Cette activité débordante d'une petite minorité d'étudiants n'empêche pas chacun, sympathisant ou non, de préparer les examens : cours et travaux dirigés (TD) continuent devant une assistance, très réduite il est vrai. « On est des grévistes, pas des glorieux », explique un étudiant. Certains enseignements n'ont pas hésité à programmer des séances de TD de rattrapage ce dimanche et à accepter des devoirs dérivés à la place d'exposés oraux annulés.

Mais l'atmosphère de ruhe bruisante qui règne dans cette aile du grand ensemble universitaire qu'est Nanterre ne parvient pas à masquer totalement les incertitudes qui pèsent sur l'avenir du mouvement. Quoi qu'il en soit, « rien ne sera plus comme avant, comme un étudiant reconstruit un attaché de presse, la médiocrité permet enfin à tout le monde de se connaître ». La grève a permis aux étudiants de se parler.

Le « retour » en France de M. Chirac

(Suite de la première page.)

Elaboré en 1983, il fut exposé par son auteur, avec la bénédiction du bénéficiaire supposé, M. Chirac, dans le Monde du 16 septembre de cette année-là. Le choix même de cette « cohabitation » devait d'abord réintroduire M. Chirac dans le jeu présidentiel, faussé de quoi M. Barre eût occupé toute la place ; il devait aussi, (et enfin) donner de M. Chirac l'image d'un homme réfléchi, pondéré, mesuré, sachant intégrer dans une stratégie à long terme les contraintes du temps, capable de se maîtriser afin d'éviter une crise de régime.

Le premier ministre, dans cette vaste entreprise, est cependant limité par l'horizon du court terme, celui de l'élection présidentielle. Afin de le mieux convaincre de « cohabiter », M. Balladur lui avait donc dit : « Si vous allez à Matignon et que vous échouez, vous ne serez pas président. Mais si vous n'y allez, vous ne le serez jamais. »

M. Chirac s'y est installé. Il lui faut réussir, et vite, afin de satisfaire, en 1988, son ambition. Comment ? En se donnant l'allure d'un président-bit, M. Balladur, ministre d'Etat, assumant « l'intendance ». Avantage escompté : M. Chirac pourrait, tout à loisir, se donner la stature internationale qui lui faisait défaut, apparaître à son tour parmi les « grands ».

« L'ami sincère »

A pied d'œuvre depuis huit mois, il a paru privilégié et par là même délaissé l'essentiel (l'état de la société française) et pris le risque de perdre sur les deux tableaux. Le voilà, à son tour, conduit à se reconstruire.

Le premier ministre, en se frottant à la politique internationale, entretient le doute. M. Chirac donne le sentiment qu'il applique ses relations internationales les recettes qui, en politique intérieure, assurent ses succès électoraux. Il gère le monde comme la Corée. La référence, tel un aveu, jaillit spontanément de sa bouche. « Je dirais non à un Etat coréen, malgré mes très fortes racines », lançait-il le 17 août, en manière de boutade, deux jours après la publication d'une interview à un quotidien libéral — immédiatement démentie par ses soins — dans laquelle il se prononçait contre la création d'un Etat palestinien.

En Corée, sa terre d'élection, M. Chirac est l'ami de chacun. Il présente volontiers au visiteur de passage ses adversaires communistes — on dit même qu'il en veut — comme ses meilleurs alliés. Sur la planète, M. Chirac est de tous « l'ami sincère ». M. Chirac ne sait pas réfréner une générosité débordante, une irrépressible envie de faire plaisir. Au journaliste israélien Ben Porat, il explique non seulement son opposition à la création d'un Etat palestinien, mais aussi sa défiance envers M. Yasser Arafat, considérations qui plongèrent le Quai d'Orsay dans un profond embarras. Via le Washington Times il s'excusa pas qu'Israël soit un Etat terroriste.

Homme de bonne composition, M. Chirac avait fait des débuts internationaux fort prometteurs, dès le mois de décembre 1974, lorsque, premier ministre de M. Giscard d'Estaing depuis quelques mois, il s'en était allé dire à Bagdad : « Le nationalisme au meilleur sens du terme, le socialisme comme moyen de mobiliser les énergies pour assurer l'avenir, sont très proches des sentiments du peuple français ».

« Ce penchant naturel ou cet exercice trouvent leurs limites au moment même où les circonstances — le terrorisme international —

M. ALAIN JUPPÉ invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Juppé, ministre délégué chargé de la culture et de la privatisation, chargé du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 30 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le conseiller du dix-huitième arrondissement de Paris, adjoint au maire de la capitale pour les affaires budgétaires et financières, répondra aux questions d'André Fassinon et d'Érik Izraélévitch du Monde, et de Jean-Yves Hoffinger, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

offrent à M. Chirac l'occasion, si l'on ose dire, de mettre à l'épreuve ses capacités d'homme d'Etat. Comment armer l'Irak et complaire à l'Iran sans mécontenter la Syrie, tout en assurant Israël de son amitié ? Homme de bonne volonté, M. Chirac cherche à concilier l'inconciliable pour un profit à court terme.

La détention d'otages français au Liban est pour lui non seulement un drame et la manifestation intolérable d'un chantage exercé sur la France, mais elle est aussi un enjeu



PANCHO

déterminant de politique intérieure. Les otages doivent être libérés. D'où ce décalage entre le discours et les actes. M. Chirac dit aux Français ce qu'ils ont envie d'entendre : Nous serons fermes, nous ne céderons rien. Il agit de telle sorte que la négociation tous azimuts conduise à une solution.

Les grandes embardées

Si l'on passe au compte des profits et pertes l'interrogation, voire la gêne, que suscite la complaisance, M. Chirac a peut-être gagné, pour l'instant, sur les deux tableaux. Il a tenu le langage qui convenait (fermeté) et commencé d'obtenir gain de cause (quatre otages libérés, en deux étapes), en attendant le règlement total de cette douloureuse affaire. Ainsi l'opinion sera, si tout va bien, comblée par le résultat. Peu lui importent, au bout du compte, les humiliations subies, les hommages adressés par la Syrie et, entre deux bordées d'injure, par l'Iran à la politique du nouveau gouvernement français.

C'est là, sans doute, le pari de M. Chirac. De même l'opinion sera-t-elle rassurée par le départ du Liban, en catimini, de l'essentiel du contingent français de la FINUL.

Peu lui importent, pense-t-il, cette diplomatie des grandes embardées, cette manière inimitable d'en rajouter pour plaire aux uns, de démentir pour rassurer les autres, de protester de sa bonne foi pour se concilier tout le monde.

Peu importe en effet que M. Chirac tire trop long, ou trop fort, pour employer le langage des artillers. Pourvu qu'il obtienne l'aide des Syriens et surtout des Iraniens.

Mais cette course du lièvre Chirac à travers les champs minés des affrontements extérieurs risque de le laisser essouffé, et le pays avec lui. Car, à ce petit jeu, on prend le risque d'incliner l'adversaire à hausser chaque jour l'obstacle. L'on se rend plus sensible, plus vulnérable aux pressions extérieures. Et les dossiers traités deviennent autant d'enjeux de politique intérieure laissés à la discrétion de ces mêmes adversaires. Peu d'hommes politiques ont gagné à trop lier leur sort à une cause extérieure. A travers notamment qu'il a donné au Washington Times, M. Chirac n'a-t-il pas pris le risque d'une comparaison avec le comportement de M. Giscard d'Estaing au sommet de Venise ? Il ne serait pas nécessairement glorieux de passer un jour pour le « petit télégraphiste » de Damas.

Où est la balle ?

L'humiliation, pour les dossiers de moindre importance — ceux dont la portée est marginale sur la politique intérieure, — ce sont aussi les autres qui la subissent. Hormis l'agriculture, M. Chirac paraît ignorer superbement les affaires européennes. Ses relations avec l'Allemagne fédérale sont mauvaises, et il ne s'ingénie guère à les améliorer.

Lors du sommet de Francfort, le 27 octobre dernier, le comportement désinvolte des représentants de son gouvernement — singulièrement de MM. Léotard et Madelin — a étonné, irrité, vexé les autorités allemandes. Elles ont eu le sentiment non pas d'une volonté de nuire, mais plutôt d'un désintérêt manifeste, qu'elles expliquent, bonnes filles, par une absence totale de coordination politique des activités ministérielles françaises et ce domaine. Pis, il leur revient aux oreilles que le premier ministre français n'a guère de considérations pour les capacités gouvernementales du chancelier Kohl. M. Chirac ne rapporte-t-il pas volontiers cette confidence d'une tierce personne, laquelle la tiendrait d'un ministre allemand : « Faire entrer quelque chose dans la tête du chancelier Kohl, c'est aussi difficile que d'accrocher avec un clou un morceau de pudding à un mur ? »

Et sans doute pour mieux se faire comprendre, le RPR délégué au congrès de la CDU, parti qui, jusqu'à plus ample informé, gouverne l'Allemagne, ... M. Yvon Blot.

Or nos partenaires ont davantage besoin que le premier ministre de cohérence et de continuité. Résultat : ils les cherchent à l'Elysée. Le 16 mars au soir, M. Jacques Attali,

conseiller spécial de M. Mitterrand, câblait aux Allemands : Rien n'est changé ! Le 17 mars, M. François Bujon de l'Estang, conseiller diplomatique de M. Chirac, leur téléphonait : out a changed. La réponse des Allemands est aujourd'hui que rien ne peut se faire sans l'Elysée.

Cet argument est évidemment de nature à encourager M. Mitterrand dans l'entreprise de reconquête des « compétences de [ses] fonctions — qu'il a engagées à l'automne. Or chaque fois que le président a mis le holà aux ambitions du premier ministre sur la défense ou sur la politique internationale, M. Chirac a reculé. Du moins, en apparence.

Certes, ces replis ne sont que tactiques. Sur le retrait de la FINUL du Liban, le chef du gouvernement n'a-t-il pas eu raison, au bout du compte, des réticences du chef de l'Etat ? En matière de défense, M. Chirac n'attend-il pas benoîtement 1988 et l'élection présidentielle — qui lui sourira, espère-t-il — pour remettre à l'ordre du jour les questions qu'il se pose sur la stratégie de dissuasion nucléaire ? Mais recule-t-il y a du moins aux yeux de l'opinion.

L'un de ses plus proches collaborateurs disait de lui, il y a dix ans, admiratif et cruel à la fois : « Il parcourt le terrain dans tous les sens et d toute vitesse, mais il oublie la balle. » Certains de ses amis lui ont fait remarquer, après huit mois de cohabitation, qu'une fois encore il était en train d'oublier le ballon.

Sur quoi sera construite la bataille présidentielle ? M. Chirac avait lui-même à cette question, dans ses propos à « L'heure de vérité » du 23 avril, l'emploi et la sécurité.

Les mêmes lui font observer qu'il n'y a rien à gagner à courir après le président sur la scène internationale. Ou bien, disent-ils, vous allez tout droit à la rupture et vous ne la voulez pas. Ou bien vous vous inclinez au terme de tout débat, vous êtes dans l'impasse et l'essentiel est ailleurs.

Tout, dans l'actualité, le porte désormais à rentrer en France et à réfléchir à l'état d'une société qui ne fonctionne pas seulement sur des ressorts électoraux. « On prétend, d'ordi on a raison, qu'il faut toujours que je m'agite et que la réflexion, le calme, qui me séduisent quand je n'ai pas assez dormi, ne résisteraient pas à deux fois huit heures de sommeil ! C'est fort possible », observait-il, comme à regret, il y a quinze ans (1). La période n'incite guère à la sieste, mais oblige à l'observation des autres et au retour sur soi-même. On indiquait à Matignon que M. Chirac, dimanche soir à « Questions à domicile », sur TF 1, de « donner une philosophie de sa démarche ».

Il était temps.
JEAN-MARIE COLOMBANI
et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Dans Jacques Chirac ou la république des cadets, de Catherine Clésia, Bernard Prévoit, Patrick Weisman, Presses de la cité, 1972.

Les allumés de la télé

Graffitée, peinturlurée, ripolinée, pour ses 50 ans la télé prend la pose à la Villette. 30 artistes d'aujourd'hui « explosent » leur hommage au petit écran du 15/1/87 au 22/2/87. Attention images fraîches!

Avec la participation de la fondation FNAC Philips, Télérama, Caisse des Dépôts.

la grande halle la Villette

**CRÉER OU DÉVELOPPER
VOTRE ENTREPRISE
APPELÉZ-NOUS : (1) 47 32 92 34**

CdF Entreprises est là pour favoriser l'installation ou le développement d'entreprises dans les régions CdF. Vous serez conseillé par des professionnels, spécialistes des questions financières et industrielles, très impliqués dans l'économie des régions. Financement (fonds propres et prêts bonifiés), aide immobilière (logements, terrains), petites et grandes entreprises auprès de tous vos interlocuteurs, CdF Entreprises vous apporte un soutien complet et constant. Contactez Nicole JUNCA au (1) 47.32.92.34 CdF Entreprises - SOFREM - Tour Albert P 65, avenue de Colmar 92507 Rueil-Malmaison Cedex. Minitel : 3615, toupez C11, puis CDF.

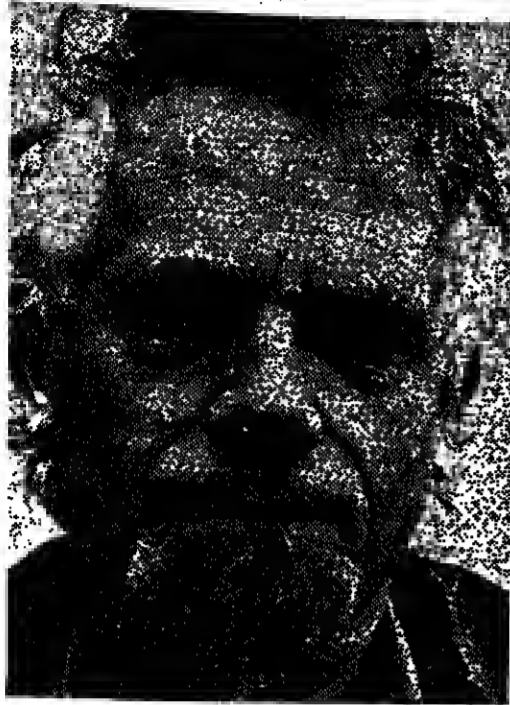
CdF ENTREPRISES

NOTRE PROJET : RÉUSSIR LE VOTRE.

صكنا من الامم

MOIS DE LA PHOTO

Roy Adzak, l'homme sans visage



Rien...



Peinture...



Sable...

Sur la porte du musée Roy-Adzak, il est écrit « Visitez sur rendez-vous ». A l'intérieur, dans un couloir tournant, Adzak, nu, trônant sur un coussin, une catinère sur la tête, vous attend. Au premier étage de la maison qu'il a bâtie de ses mains, tel un sarcophage ou une sépulture étagée, surmontant le moule de son corps, les empreintes de minéraux, végétaux, animaux (tortues, poissons) séchés, coulés dans le plâtre, quarante agrandissements réalisés en deux ans rapportent par les multiples épreuves qu'un homme fait subir à son visage le réfraction du spectre qui lui gagne. Seul, également cadré en gros plan, bitté, strangulé, débité, atomisé, radiographié, couvert de purée, papier collant ou asticots, il grimace, agonise et perd la face.

Conjurant l'angoisse de la disparition en contant par le menu les diverses étapes de la décomposition, Adzak, de façon pathétique, mène jusqu'à son terme l'acte créateur de l'autodestruction en filmant cliniquement la mort au travail. D'une intensité urgente et rare, terrifiante et généreuse, c'est une exposition qu'il faut courir voir pour honorer crucialement une œuvre et aider son auteur à côtoyer l'Intolérable.

P. R.

* Roy Adzak, « La modification », musée Roy-Adzak, 3, rue Joazeux, 75014 Paris, jusqu'au 4 décembre.

THÉÂTRE

Une femme aux abois

(Suite de la première page.) Or l'une des angoisses du mari, presque obsessionnelle, c'est l'argent, parce que son père a été ruiné. Il ne veut pas entendre parler d'emprunt. Pour le sauver, Laura, en cachette, emprunte. Le couple part pour la Suisse, l'Italie, Victor Kieler est guéri.

Au Danemark, Laura va être talonnée par les prêteurs, et par les gens qui se sont portés garants. Jusqu'à un point dramatique. Elle va signer de fausses traites, en imitant des signatures.

C'est à bout de forces, dans un désarroi complet, écartant encore la fuite dans le suicide, qu'elle écrit à Ibsen le 26 mars 1878.

Ce qu'elle lui demande, du moins en apparence, ouvertement, c'est de transmettre à son éditeur habituel, Hegel, un nouveau manuscrit d'elle, qui lui permettrait d'obtenir une avance. Elle explique un peu, pour cela, sa situation, l'impossibilité d'avouer à son mari l'emprunt.

Et c'est ici qu'apparaît ce que peuvent être la vilénie, l'égoïsme, et aussi le « sexisme », d'un homme : l'appel au secours est criant, il éclate à chaque ligne de la lettre, mais Ibsen ne veut pas s'embêter, ni fléchir un sou, ni même lever le petit doigt. Il fait le sourd. Et, attention, beaucoup mieux : dans la lettre de Laura

Kieler, il a aussitôt distingué le sujet d'une nouvelle pièce. De la panique de Laura, il fait tout simplement son bonheur.

Il lui répond que son manuscrit est trop faible pour qu'il le transmette à Hegel, il lui recommande de se calmer, et, à cette fin, de tout dire à son mari (alors qu'il est clair qu'elle ne peut pas s'y résoudre). Et, comme il a besoin, déjà, de « nourrir son sujet », il demande froidement à Laura des précisions supplémentaires sur le « scénario » de son histoire.

Quelques jours plus tard, Ibsen va recevoir, de Victor Kieler, une lettre qui lui annonce que Laura a été internée dans une clinique psychiatrique. Peu importe : Ibsen est déjà en pleine création de sa pièce. Il tient son histoire, il tient ses personnages, il a besoin de calme, de confort, pour créer.

Un manifeste féministe

Il part pour Rome, où il s'est toujours senti bien, parce que Rome c'est très beau. Il invente son œuvre, comme d'habitude, sans rien écrire d'abord, dans un café, le café Orago, sur le Corso. Puis, lorsqu'il se sent prêt à écrire, le 5 juillet 1879, il va s'installer dans un hôtel de grand luxe, l'Albergo della Luna, à Anagni, un ancien monastère. C'est qu'Ibsen n'est pas à court d'argent, comme Laura Kieler. Il peut dépenser, et il est même en train de se constituer une collection de peintures anciennes ita-

liennes, qu'il remportera à Munich, quand la pièce, *Maison de poupée*, sera achevée.

L'énormité de cette histoire, c'est que le triomphe foudroyant, international, et très rapide, de *Maison de poupée* va se fonder avant tout sur le fait que la pièce va être tenue pour un manifeste « féministe ».

Pendant ce temps, Laura Kieler, sortie épuisée de la clinique psychiatrique, se voit chassée par son mari. Il demande le divorce, et il l'obtient. Dans la pièce d'Ibsen, Laura est devenue Nora. Réjane, Eleonora Duse, Ludmilla Pitoeff, bien d'autres, ont été Nora.

La pièce est reprise aujourd'hui au Théâtre de Boulogne-Billancourt. Bien sûr, le monde a tant changé, depuis 1879, que le « féminisme » d'Ibsen n'aurait plus les foules. Ibsen en vérité n'était pas féministe, l'histoire de Laura Kieler le prouve bien, et lui-même l'admettait, il ne voyait aucune similitude de nature et de conduite entre les hommes et les femmes, il reconnaissait aux femmes un « don d'intuition » remarquable, qu'il accordait aussi « à la jeunesse et aux artistes ».

Les quelques répliques, à la fameuse scène de l'acte III entre Nora et son mari, par lesquelles Ibsen indique la révolte de la femme et l'inconscience de l'homme, provoquent, à Billancourt, les rires du public, non pas des rires méchants, mais des rires

francs, comme des réactions devant du comique pur.

C'est pourquoi Michel Fagadau a eu raison de mettre en scène *Maison de poupée* d'une façon très dépaycée, presque désinvolte volontairement, rapide, dans un décor simple et froid de Claude Lemaire. Si bien que n'apparaissent que le génie de dramaturge d'Ibsen, son élégance de construction, la force de ses dialogues. Et, de même, Candide Patou a raison de jouer Nora d'une manière on ne peut plus retenue, sans fièvre apparente, sans drame, comme si Nora-Laura s'orientait presque mécaniquement, presque à l'aveugle, luttant avant tout contre une immense fatigue, mais ayant le cran de se tenir droit. Autour d'elle, Jacques Toja (le mari), Maïa Simon et Gabriel Cattand (deux amis), et Pierre Vernier (le prêteur de l'argent), sont excellents.

Seul reproche, mineur : l'adaptateur Claude Baugnères, qui écrit fort bien, a peut-être un petit peu trop simplifié, allégé, l'écriture d'Ibsen. Ibsen est un grand styliste et il travaillait terriblement ses dialogues, selon des idées, presque des manes, très définies. Ne disait-il pas, par exemple, qu'un personnage qui, dans sa pièce, s'exprime le matin, ne peut pas parler sur le même ton, user des mêmes mots, que s'il s'exprimait en fin de soirée ?

MICHEL COURNOT.
* Théâtre de Boulogne-Billancourt, 20 h 30.

DANSE

Pilar Medina au Festival de Lille

Une extrême liberté

L'accueil réservé à la compagnie de Bella Lewitzki (Etats-Unis) et à la Canadienne Julie West, le triomphe remporté par Pilar Medina (Mexique), confirment le goût du public pour la danse.

La direction artistique du Festival de Lille, axée sur les arts plastiques et la musique, est beaucoup moins aventureuse dans ses options de théâtre et de danse.

Voilà quelques années seulement que la création chorégraphique a commencé à être prise en compte sur l'initiative de Maurice Fleuret. Il y a eu en 1983 le miracle de *Rosario*, de Cage et Cunningham, monté au Colisée de Roubaix; mais il n'existe pas ici comme dans certains festivals une réflexion approfondie sur la danse.

La venue de Pilar Lopez est plutôt le fruit d'un hasard. Elle a été suggérée par les instances culturelles du Mexique, désireuses d'échapper à l'imaginaire d'une tradition folklorique. Personne ne connaissait cette danseuse, mais les locations ont été si nombreuses que le spectacle prévu à l'hospice Com-

tesse a dû être transféré à l'Opéra. La salle comble a découvert une jeune femme expressive et souple, évoluant seule en scène pendant un heure et demie sans interruption dans un espace sculpté par les lumières de Maria Espinosa.

La formation de base de Pilar Medina est le flamenco, enrichi d'une technique contemporaine (façon Graham) et d'une recherche gestuelle originale (les jeux de mains en particulier). D'où le caractère hybride, luxuriant et coloré de son style qui donne une impression d'extrême liberté.

Danseuse et comédienne, elle possède le don de créer son propre univers. Dans une suite de quatre tableaux, *Hymno*, elle met en jeu son destin de femme en se situant par rapport aux éléments naturels, feu, air, terre, eau, sources d'énergie parfois contradictoires. Scenelle dans le premier chant, traité comme un rituel du feu, elle se transforme en petite fille antistatique un peu à la manière de Susanne Linx pour évoquer l'air. Ses tentatives pour échapper à la pesanteur, à la terre, sont douloureuses, théâtrales.

Enjouée et vive dans le fandango, elle termine en apothéose dans une séquence harmonieuse et mobilisée sur la symbolique de l'eau. Effet garanti.

MARCELLE MICHEL.

NOTES

« Basil détective privé »

C'est fou comme une souris ressemble à une autre souris. Comme sont rares les humains qui ont pris le temps d'étudier leur physionomie. Les dessinateurs de Disney Productions ont pourtant entrepris, dans *Basil*, de croquer ces rongeurs qui, avec Mickey, leur avaient plutôt réussi. Mais Mickey était, ni homme ni bête, un coup de génie graphique, un objet animé, un *jinglé* visuel aux mécanismes obscurs. Alors que ces nouvelles souris sont, comme les chats des *Artistscats* et les chiens de *la Belle et le clochard*, conçus à notre image et donc attachés, dans leur mini-société, à l'ordre, à la justice et à la charité.

Est-ce donc la paire de moustaches ou les dents en croc ? Les souris ne font pas des individus très intéressants. Le héros lui-même, Basil, est un muridé sans traits particuliers, sauf ceux qu'il a trop évidemment empruntés à Sherlock Holmes, et que les enfants auront du mal à identifier.

Mais qui dit souris dit chats, rats, canibalisme et cruauté. Sur ce terrain, le dernier Disney va plus loin à pas feutrés — que tous les Terminators associés. Radigal, le roi de la pègre et, pour Basil, l'ennemi juré, règne dans les égouts sur une escouade de souris dissidentes, dont une chanve, unijambiste et allée, qu'il fait gentiment dévorer par son allié, un maton au ronronnement ignoble. Un graphisme à la Kiki Picasso, pour Radigal le rat musclé, signale cette conversion des héritiers du grand Walt aux goûts du jour :

comme une citation à peine voilée de *la Guerre des étoiles* et un dernier suspense — dément — sur l'horloge de la tour de Londres, que commentent les cinéphiles.

A. R.

Musique en fac à Clermont-Ferrand

Une opération « Amphimusic » vient d'être lancée dans le cadre des deux universités de Clermont-Ferrand. En accord avec son directeur, le violoniste Jean-Jacques Kantorov, l'Orchestre régional d'Auvergne donnera, au cours de l'hiver, cinq concerts dans les différents amphithéâtres.

Cette initiative est en relation directe avec l'existence d'un « service musical interuniversitaire », lancé en 1982 et officiellement créé en 1984 (*le Monde* du 5 juillet 1984).

En fait, la situation de Clermont-Ferrand offrait un terrain favorable. En effet, l'association Musique-Université, qui existe depuis 1965, a joué et joue encore un rôle essentiel dans la vie culturelle régionale. Cela se traduit par un enseignement en musicologie à l'Institut d'histoire de l'art, une saison complète de concerts à Clermont-Ferrand et sa banlieue, avec entrée gratuite pour les étudiants et les scolaires, enfin, par l'organisation de colloques nationaux et internationaux.

L. T.

* Service musical interuniversitaire, 25, boulevard Gergovia, 63037 Clermont-Ferrand Cedex. Tél. : 73-35-57-67.

PETIT MONTPARNASSE
« 2 Fabuleuses Comédiennes »
FRANÇOISE CATHERINE
CHRISTOPHE RICH
BONSOIR MAMAN
MARSEILLE NORMAN
MATTHIEU GALY
LAÏS SCHAUMIT
FRANCISS GAZILLARD-BESLER

VOTRE TABLE CE SOIR
Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. - prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures
DINERS
RIVE DROITE
TEL PICADOR 43-57-28-57 D.J., dîner J. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zaccaria, gambas, bacalao, calamars totos. Environ 150 F. Formule à 79,80 F. r.s.c. avec spécialité.

LE DIMANCHE 30 NOVEMBRE 1986 de 10h à 22h
à la Maison du Samedi aménagement de Paris 2, place Boucicaut derrière l'hôtel de Ville
12 HEURES POUR LES FEMMES JUVES
DISCUSSIONS - DEBATS - SEMAIRES EN TOUTE LIBERTÉ
* Ma mère ou comment à se prostituer
* Marquis et son double
* Si l'homme n'était contre
* Parce que la femme a tout ses droits
* Vieux jours de jeunesse
* Une histoire, une nuit de vie
La nuit et moi, la nuit est à toi

PLEYEL : DIMANCHE 30 NOVEMBRE 21 h
MARIO JOAO PIRES
rétablie, donnera son récital
BACH - MOZART - BEETHOVEN
Lieu, salle Pleyel : 11 h à 19 h

MERCREDI 3 DECEMBRE
MICHEL PICCOLI
SABINE AZEMA SANDRINE BONNAIRE
LA PURITAINE
Mise en scène de JACQUES DOILLON

صوتنا من الراحل

Affaires

Le revenu agricole 1986

Les aléas de la stabilité

Entre le 12 et le 25 novembre, l'indice qui mesure le revenu brut moyen par exploitation de la branche agricole (RBE) est passé de - 0,2 % à 0 %. Les comitables nationaux, qui avaient arrêté leurs calculs le 12 novembre, ont pris note d'une décision de la commission des calamités agricoles prise le 18 novembre, qui accordait 178 millions de francs supplémentaires aux agriculteurs victimes des intempéries en 1985. Petite mesure, grand effet, surtout que, grâce à elle, il peut être dit que le revenu agricole en 1986 sera stable en franc constants.

Les ministres passent, et chaque année le scénario des comptes de l'Agriculture, présenté à la fin novembre pour l'année en cours est identique. Les agriculteurs et leurs syndicats contestent. Ainsi, lorsqu'il était président de la FNSEA, M. François Guillaume contestait-il les manipulations et artifices de présentation que son successeur et d'autres syndicalistes reprochent à leur tour au ministre. Il faudrait pourtant rappeler que cet indicateur de novembre, revu en avril puis corrigé pendant trois années encore, mesure l'état de santé de la branche agricole et non pas le revenu des exploitants et de leur famille, qui compte d'autres recettes que celles de la terre. De tout temps, les subventions à l'agriculture, même si elles correspondaient à des mesures antérieures (la sécheresse de 1985 par exemple), ont été prises en compte pour le calcul de l'année pendant laquelle elles sont versées :

ces subventions sont estimées à 8,77 milliards de francs en 1986 en augmentation de 36,8 % sur 1985. On mesure leur importance si l'on sait qu'un point de revenu correspond à environ 900 millions de francs.

De tout temps également, les abattements d'impôts accordés aux exploitants ont été compensés par les versements entrant en compte de revenu. Cette désinflation n'est évidemment pas un signe de bonne santé.

De tout temps enfin, on sait que le revenu ainsi mesuré est un chiffre moyen qui cache des disparités entre les productions, entre les régions et à l'intérieur des régions entre les exploitations elles-mêmes.

Tous les protagonistes savent donc que le fameux RBE ne mérite pas l'exotisme qu'on lui attribue. Malgré cela, ce chiffre est l'objet d'un enjeu politique. Le ministre veut montrer qu'il fait mieux que ses prédécesseurs (bien que le communiqué commun des deux ministères de l'Agriculture et des finances soit entièrement un conditionnel, ce texte affirme que « la politique menée en vue de réduire les coûts de production a donc permis de produire ses effets »). Il veut surtout ne pas être en posture trop défavorable lors de la prochaine conférence annuelle que le gouvernement a décidé de ressusciter à la mi-décembre. Au fil des ans, cette conférence était devenue l'occasion de donner à l'agriculture un budget de ratissage, en fonction notamment du fameux revenu brut agricole. M. Méhaignerie, lorsqu'il était ministre de l'agriculture, avait tenté de vider la conférence annuelle de son contenu

budgétaire ; la gauche, sous le gouvernement de M. Pierre Mauroy, avait usé généreusement de cette procédure avant de la supprimer. Puisque la conférence annuelle existe à nouveau, les agriculteurs ou du moins les organisations qui y sont admises (APCA, FNSEA, CNJA, CNAFA) vont, comme par le passé, réclamer des aides. La FNSEA, qui organise une semaine d'action du 4 au 11 décembre juste avant la conférence annuelle, a chiffré à 500 millions de francs ce qui serait nécessaire pour les éleveurs de bovins et d'ovins. Avec ses organisations alliées, elle demandera le réajustement de la dette des agriculteurs qui ont emprunté lorsque les taux étaient élevés. C'est une mesure qui peut être coûteuse. Il faudra la financer, ou la faire financer par le Crédit agricole. Aussi pour des syndicats agricoles, l'indicateur de revenu est-il également un enjeu.

Une forte augmentation des subventions

Quelles leçons peut-on tirer du rapport de la commission des comptes de l'agriculture de la nation ? Pour la première fois depuis dix ans, le prix des consommations intermédiaires diminue plus rapidement que celle du prix des livraisons

(- 1,9 % contre + 0,3 %). Cela s'explique notamment par la baisse des prix des matières premières nécessaires aux agriculteurs et du dollar : ainsi les prix des aliments pour les animaux baissent de 3 %, ceux des engrais de 6 %, ceux des produits pétroliers de 27 %. Comme l'utilisation de ces consommations intermédiaires est demeurée raisonnable (+ 1,1 %) et que la baisse en volume des livraisons est restée faible (- 0,2 %), il en résulte un maintien de la valeur ajoutée, phénomène observé à partir de 1980. La part de cette valeur ajoutée dans les livraisons passe soit de 54,9 % en 1985 à 55,2 % en 1986.

Si ce point peut être considéré comme positif, encore qu'il serait préférable que la valeur ajoutée progresse, il faut en revanche noter que le maintien du revenu moyen de la branche résulte d'une part d'une forte augmentation des subventions d'exploitations, ce qui n'est pas vraiment un signe de santé. Enfin la moyenne dépend du diviseur, c'est-à-dire du nombre des exploitations qui subissent pour se partager le gâteau. Or les comptables nationaux ont retenu une baisse du nombre des exploitations plus forte que les années précédentes (3,2 % en 1986, contre 3 % en 1985 et 1,9 % en 1984).

JACQUES GRALL.

5,5 milliards de francs pour l'Ile-de-France

Le projet de budget de la région Ile-de-France pour 1987 sur lequel les élus auront à se déterminer au début de décembre s'élève à un peu plus de 5,5 milliards de francs, a indiqué, mercredi 26 novembre, M. Michel Girard (RPR), président du conseil régional. Il obéit à quatre principes :

- Maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- Priorité aux investissements ;
- Effort particulier pour le secteur scolaire ;
- Permanence de la modération fiscale.

Alors qu'en moyenne les autres régions dépeuplent 16 F par habitant en frais de fonctionnement, l'Ile-de-France, en 1986, n'y affecte que 9 F.

Les priorités sont : les transports, l'eau et l'assainissement, les contrats ruraux, les lycées.

Enfin, M. Girard a insisté sur le fait que la fiscalité en Ile-de-France était la plus modérée de toutes les régions de France. Par exemple, la taxe sur les permis de conduire (qui augmentera que de 10 F en 1987) était de 130 F en 1986 au lieu de 210 F en moyenne dans les autres régions.

Les exportations de pétrole de l'URSS vers les pays occidentaux ont continué à progresser

Les exportations de l'Union soviétique vers les pays de l'Ouest ont progressé de 30 % durant le premier semestre, contre une baisse de 8 % sur l'ensemble de l'année 1985, selon le rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, publié le vendredi 28 novembre à Genève.

En valeur, les exportations de l'URSS vers l'Ouest ont progressé de 5 % durant ce premier semestre, contre une baisse de 12 % durant l'année 1985.

Selon le rapport, ces résultats sont « meilleurs que prévu ». On s'atten-

dait à de fortes répercussions sur les exportations de l'URSS à la suite de l'effondrement des prix du pétrole, 80 % des revenus que l'URSS tire de ses exportations provenant des produits pétroliers.

Les importations de l'URSS en provenance des pays de l'Ouest ont baissé de 16 % en volume durant le premier semestre (- 1 % pour 1985) et de 1 % en valeur (- 2 % en 1985). Les importations de blé ont été moins importantes que prévu, « dans l'espoir d'une meilleure récolte cette année ». - (AFP.)

Tableau de la France rurale : L'avancée du désert

Le gouvernement s'est penché, le jeudi 27 novembre, sur le sort des éleveurs de moutons du Larzac, des sœurs des Vosges, des petits artisans et commerçants de la haute Durance, bref, sur toute cette France rurale qui couvre les trois-quarts du territoire mais ne regroupe que 20 % de la population. Un territoire fragile qui, si des mesures énergiques ne sont pas prises pour enrayer une pente démographique fatale, ne sera bientôt plus qu'un désert sans agriculteurs, sans villages vivants, sans échanges commerciaux et sans jeunesse. En dépit des efforts financiers consentis par les gouvernements successifs pour aider les jeunes agriculteurs à s'installer ou les artisans à créer des ateliers, l'exorable attirance des villes continue à vider le monde rural et notamment les régions de montagne.

Malheureusement, les populations concernées n'ont pas beaucoup de motifs de se réjouir en vue des résultats de la réunion ministérielle de jeudi. Les crédits du Fonds interministériel d'aménagement rural (FIDAR) (383 millions de francs en 1987) n'augmentent quasiment

pas d'une année sur l'autre. Ils sont déjà tous ventilés dans les contrats de plan signés il y a deux ans entre l'Etat et les régions et, de toute manière, l'enveloppe globale n'est pas à la mesure de l'ampleur des problèmes.

M. François-Guillaume, ministre de l'Agriculture, a prononcé une allocution de quelques minutes, baptisée « conférence de presse » et qui n'était autre chose que la paraphrase anodine d'un communiqué alignant des généralités et des incantations. Comme ses prédécesseurs, il a réaffirmé la nécessité d'améliorer la productivité des exploitations agricoles, de diversifier les productions et les activités grâce au tourisme, d'alléger la réglementation, de mettre en place des schémas directeurs et des chartes intercommunales. Il a dénoncé le poids de la fiscalité sur le foncier non bâti, mais n'a pas précisé s'il avait réussi à convaincre son collègue du budget du bien-fondé de réformer dans les plus brefs délais (autrement qu'en nommant un groupe de travail) cette fiscalité.

Ne pas alimenter la bureaucratie

En revanche, M. Guillaume a dû renoncer à son souhait de créer dans chaque département une conférence de développement rural qui aurait associé des élus et des responsables économiques. C'est été alimentée la bureaucratie.

M. Méhaignerie, ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, a cependant annoncé que les crédits du FIDAR, pour être plus efficaces, seraient désormais moins saupoudrés sur de multiples petites opérations. Seront encouragées les initiatives groupées, les reprises de sociétés ou d'exploitations et les opérations d'animation baptisées « chefs-lieux vivants ». Selon lui, toutefois, une coopération étroite entre petites communes de montagne aux faibles ressources est la condition sine qua non pour essayer de mettre en valeur les potentialités économiques de chacune, pour maintenir un minimum de services collectifs (écoles, parcs, piscines, centres de soins, hôtels, cinémas).

La note optimiste a été donnée par M. Georges Chavaux, ministre du Commerce, de l'Artisanat et des Services. Selon l'ancien président de Leroy-Somer, inventeur du système des usines à la campagne, « la pauvreté et le chômage qui caractérisent notre époque sont moins pénibles à supporter à la campagne, dans la maison familiale, que dans un appartement en ville. Et le poids des impôts locaux sur les entreprises industrielles installées en ville (notamment la taxe professionnelle) est tel que les entreprises seront de plus en plus tentées de créer des ateliers « éclatés » dans les petites villes et les villages ». Acceptions en l'angulaire.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Médicament : l'industrie s'inquiète

Le gouvernement devrait faire orientations dans deux semaines sur le médicament, a annoncé M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, à M. Pierre Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), qu'il a reçu le jeudi 27 novembre. Celui-ci a exprimé une nouvelle fois l'inquiétude et l'impatience de l'industrie pharmaceutique. Il a notamment fait valoir que dans le « plan de nationalisation » de l'assurance-maladie plus de la moitié des économies attendues portent sur les remboursements de médicaments, alors que ceux-ci représentent moins d'un septième des dépenses.

Le SNIP s'inquiète en particulier de la suppression du remboursement de certains médicaments, notamment de la plupart des vitamines : cette mesure mettrait en cause l'existence même de sept laboratoires, spécialisés dans cette production, qui ne peuvent se reconverter du jour au lendemain. M. Joly fait même valoir que, en raison du bas prix de ces produits, la mesure n'entraînerait aucune économie pour l'assurance-maladie si une prescription sur trois était transférée sur d'autres médicaments mieux remboursés.

De façon générale, l'industrie pharmaceutique demande qu'on libère les prix du médicament, au moins en commençant par certaines classes de produits, en dissociant le remboursement du prix, et elle continue à demander en attendant un relèvement général des prix et la suppression de la taxe sur la publicité pharmaceutique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.



Electricité de France

FRF 2.000.000.000

Crédit à Moyen Terme

dûgè par

Crédit Commercial de France

Chefs de File

Crédit Commercial de France

Bankers Trust (France) S.A. • Continental Illinois National Bank and Trust Company of Chicago

Crédit Industriel et Commercial de Paris • Deutsche Bank AG Succursale de Paris

Crédit Centrale du Crédit Mutuel • Banque Petrofigaz • Banque Worms • Barclays Bank S.A.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (C.F.C.M.O.) • Arab Banking Corporation (B.S.C.)

Banco di Sicilia Succursale de Paris • The Bank of Tokyo, Ltd. Succursale de Paris

Banque Franco-Allemande (affiliée au groupe WestLB) • Banque Hervet

Banque de Neufilze, Schumberger, Maillet • Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bretagne (C.M.B.)

Canadian Imperial Bank of Commerce (International) S.A. • Commerzbank AG - Succursale de Paris

The Fuji Bank Ltd - Succursale de Paris • The Industrial Bank of Japan, Ltd Succursale de Paris

Morgan Guaranty Trust Company of New York • National Bank of Abu Dhabi

Co-Chefs de File

The Royal Bank of Canada (France)

Banque Demachy et Associés • B.I.M.P. • Bayerische Vereinsbank S.A. (B.V. France) • Crédit Naval

Electro Banque • N.M.B. Banque (France) • Société Internationale de Banque • Al Saudi Banque ASB

Banque Fédérative du Crédit Mutuel • Banque Louis-Dreyfus • Banque Transatlantique

Crédit Suisse (France) • Générale de Banque Belge (France) S.A. • Republic National Bank of New York (France)

SAPAR - Société Anonyme de Gestion et de Contrôle de Participations

Participants

Banco Pastor, S.A. Succursale de Paris • Banco de Vizcaya S.A. - Succursale de Paris

Banco di Roma (France) S.A. • Banque Veuve Marin-Pons • Banca Nazionale del Lavoro Succursale de Paris

Banco de Santander - Succursale de Paris • Banque Française de Crédit Coopératif • Banque Intercontinentale Arabe

Banque de l'Union Maritime et Financière • La Compagnie Financière • Compagnie Monégasque de Banque

Messieurs Hottinguer et Cie • Financière du Gaz - Société Financière de l'Industrie du Gaz - SPIG

Agent

Crédit Commercial de France



Novembre 1986

كنا من لاند

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

CA marche. Ajoutant au puissant effet d'une campagne...

Bref, après avoir mis la Bourse en condition pour...

L'après-Saint-Gobain

français des conjonctures économiques) avec, pour 1987, une hausse de 2,1 % du PIB (1,9 % cette année)...

Semaine du 24 au 28 novembre

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

AN VOISINAGE DE SONNEUR

Le mouvement de reprise est peut-être le plus récent...

Table of stock prices for various companies including Alcan, AT&T, Boeing, etc.

LONDRES

Mieux orienté

Malgré la persistance d'une assez faible activité...

FRANCFORT

Reprise + + 3 %

Revisité par une vague de achats provinciaux...

TOKYO

Hésitant + + 4 %

Sur des ordres d'achats provenant de la spéculation...

Table of fixed income values including 4 1/2 % 1973, PME 10% 1976, etc.

Table of electrical services including Alstom-Atlantique, CIT-Alcatel, etc.

Table of various values including Agencé Havas, Arjomari, etc.

Table of mechanical construction including Alpi, Avions Dassault, etc.

Les petits cadeaux de la privatisation

A peine lancée - la privatisation de Saint-Gobain a fait naître...

Marché libre de l'or

Table of gold market prices for various countries.

Valeurs les plus activement traitées au RP

Table of most actively traded securities in the CEE.

Les plus fortes variations de cours hebdomadaires

Table of weekly percentage changes in stock prices.

Produits chimiques

Table of chemical products including BASF, Bayer, etc.

Alimentation

Table of food products including Bégin-Say, Bongay, etc.

Le volume des transactions

Table of trading volumes for French stocks.

Bons du Trésor

Table of Treasury bonds for the week of 28 November 1986.

Indices quotidiens

Table of daily stock indices for France and abroad.

Compagnies des agents de change

Table of exchange agent companies.

MATIF

Table of MATIF (futures) prices for various commodities.

كندا في الحد

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Aux Nations unies, la France cherche à limiter les dégâts lors du vote sur la Nouvelle-Calédonie. - La fin du voyage du pape en Australie. 4 Grande-Bretagne : l'affaire Peter Wright.	6 Un entretien avec M. Le Pen. 6-7 L'attitude du gouvernement face à la contestation de la réforme universitaire.	8 Manta Melkonian devant le tribunal de Paris. - Cinq ans de prison pour Maurice Jafro.	9 Photographie : Roy Adzak, l'homme sans visage. - Danse : Pilar Medina à Lille. 11 Communication : les autorités de tutelle contraignent TF 1 à réduire son budget de 1987. - Promulgation de la loi sur les concentrations.	12 La Banque de France réglera la création monétaire en agissant sur les taux d'intérêt et les bénéfices des banques. 13 Le revenu agricole 1986. 14 Revenus des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet : 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Programmes des spectacles 10

ÉTATS-UNIS

Les ventes secrètes d'armes américaines à l'Iran auraient été plus importantes qu'indiqué

Tandis que les derniers développements de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran menaçaient d'éclabousser d'autres proches collaborateurs de la Maison Blanche, M. Reagan s'est refusé, le vendredi 28 novembre, à toute apparition en public. Les responsables américains qui accompagnent le président pendant ses vacances à Santa-Barbara, en Californie, où il a passé sa famille dans son ranch la fête de Thanksgiving, se sont montrés très discrets sur les diverses informations parues dans la presse américaine et étrangère. « Tout est entre les mains d'enquêteurs professionnels, comme cela doit l'être, et ce ne serait pas opportun de notre part de faire des commentaires », a déclaré M. Dan Howard, un porte-parole présidentiel.

Toujours selon M. Howard, la Maison Blanche a demandé à tout son personnel et à celui du Conseil national de sécurité (CNS) de « coopérer pleinement » à l'enquête en cours. La commission d'investigation, nommée par le président et dirigée par l'ancien sénateur John Tower, devrait être reçue lundi par M. Reagan. Sur la question de savoir si ce dernier pourrait être entendu, le porte-parole a répondu que M. Meese, le ministre de la justice, avait reçu « carte blanche pour faire tout ce qui est nécessaire » pour remplir sa tâche. La veille, le secrétaire de la Maison Blanche, M. Regan, avait déclaré que le président ne serait pas interrogé.

aurait également proposé aux États-Unis de les laisser examiner des équipements militaires soviétiques saisis aux Irakiens.

Le *Times* de Londres croit savoir de son côté de « sources très sûres » en Iran que les armes américaines et les pièces détachées fournies par les États-Unis ont été livrées à bord de vingt avions-cargos. Les appareils auraient atterri sur la base militaire de Qale-Morghi, près de Mehrabad. Selon le journal, l'Arabie saoudite a joué un « rôle-clé » dans l'ouverture des négociations entre Washington et Téhéran pour la vente de M. McFarlane, l'ancien conseiller de M. Reagan pour les questions de sécurité nationale, au printemps dernier dans la capitale irannienne.

Fournitures israéliennes dès 1981

Confirmation des informations qui avaient déjà circulé à ce sujet dans le passé, le *Wall Street Journal* et le *Washington Post* ont indiqué vendredi que c'est dès 1981 qu'Israël a commencé à vendre des armes à l'Iran à la connaissance et avec l'approbation tacite du gouvernement américain.

Le *Wall Street Journal* précise qu'en 1981 et 1982 Israël a vendu des

pièces et des éléments de système de freinage pour des chasseurs F-4, ainsi que d'autres pièces de rechange, des armes légères, des munitions et des équipements radar. Selon le journal, les principaux responsables américains étaient au courant de ces livraisons et « avaient décidé de ne pas tenter d'y mettre fin ».

A Zurich, l'Union de banques suisses (UBS) a mis hors de cause, vendredi, l'un de ses employés, dont la carte de visite avait été retrouvée dans les débris de l'avion du mercenaire américain Eugene Hasenfus, abattu le 6 octobre dernier au Nicaragua. L'appareil transportait du matériel militaire destiné aux « contras ». La chaîne de télévision américaine CBS avait annoncé qu'une carte de visite d'un « responsable » de l'UBS, M. Jean-Paul Cucho, avait été retrouvée lors de la capture de M. Hasenfus et que le matériel transporté avait été acheté avec des fonds provenant des transactions américano-iraniennes et précédemment placés sur un compte numéroté de l'UBS.

« Il s'agit là d'une affaire strictement privée concernant cet employé, qui est casé dans une de nos agences à Genève », a déclaré un porte-parole de l'UBS.

Après le retrait de la candidature de M. Lucena

M. Campomanes reste président de la Fédération internationale des échecs

Si la lutte pour la médaille d'or reste acharnée aux Jeux olympiques d'échecs de Dubai, la bataille pour la présidence de la FIDE (Fédération internationale des échecs) est déjà terminée... sans avoir eu lieu.

Le Brésilien Lincoln Lucena, seul candidat qui se présentait contre le président en exercice, le Philippin Florencio Campomanes, a retiré sa candidature, le samedi 29 novembre, lors de l'assemblée générale de la FIDE. Seul en lice, M. Campomanes reste donc président de la FIDE sans même que l'élection, prévue pour le même jour, soit nécessaire.

Le succès attendu de M. Campomanes confirme l'échec cinglant du champion du monde Garry Kasparov qui, contre sa propre fédération, soutenait M. Lucena.

On peut cependant s'étonner que ce dernier, même s'il se savait battu, n'ait pas été jusqu'au bout de son

M. Rafsandsjani se félicite « d'avoir jeté le trouble » à Washington

Le président du Parlement iranien, le *bodjatoleslam* Rafsandsjani, s'est félicité, le vendredi 28 novembre, « d'avoir jeté le trouble » aux États-Unis et chez leurs alliés par ses révélations du 4 novembre dernier, qui ont provoqué celles sur les ventes d'armes américaines à Téhéran.

Lors de la prière du vendredi à Téhéran, M. Rafsandsjani a souligné que l'Iran ne négociera pas directement avec Washington même s'il a accepté de discuter avec ses intermédiaires dans l'Arabie saoudite et le Japon. Il s'est également élevé contre ce qu'il a qualifié de « mensonges » de l'administration Reagan selon lesquels l'Iran serait mêlé à des détournements de fonds au profit des « contras » nicaraguayens et d'armes en faveur de la résistance afghane. A propos d'Israël, pays qui, a-t-il souligné, doit près de 700 millions de dollars à l'Iran, le président du Parlement a affirmé : « Nous ne négocierons jamais leur retour, mais nous n'ont pas les tripes de les suivre à cause d'une opinion publique qui ils ont eux-mêmes forgée ».

parcours. Son retrait a, en tout cas, permis à l'URSS de ne pas perdre publiquement position en faveur de l'ennemi juré de Kasparov.

Dans la douzième ronde des Jeux olympiques, les États-Unis et l'Angleterre, vainqueurs respectivement de l'Islande et de la Pologne par le même score, de 3 à 1, ont perdu un demi-point sur l'URSS qui a battu l'Espagne par 3,5 à 0,5. Les trois premières places ne devraient plus échapper à ces équipes, mais dans quel ordre ? Les deux dernières rondes donneront la réponse.

B. de G.

Le nom de M. Bush évoqué

Après M. Donald Regan et M. William Casey, le chef de la CIA, c'est au tour maintenant du vice-président Bush d'être sur la sellette. Selon un homme d'affaires américain, M. Richard Brenneke, qui comparait dans un procès accusé de ventes d'armes à New-York à propos d'une vente d'armes illégales à l'Iran, un aide militaire de M. Bush, le lieutenant-colonel Douglas Menarchik, aurait été informé par ses soins au début de l'année que le département de la défense s'appropriait à acheter des armes pour les rebelles nicaraguayens avec des fonds provenant de ventes d'armes à l'Iran. Le lieutenant-colonel Menarchik aurait assuré que le vice-président allait « examiner l'affaire ».

Ces informations ont été rapportées vendredi par le *New York Times*. Selon le journal, ce ne seraient pas, d'autre part, deux mille missiles anti-tanks TOW qui auraient été vendus par les États-Unis à Téhéran, mais dix mille. L'Iran aurait déposé une importante somme d'argent sur un compte de la Chemical Bank à New-York et

La plupart des politiciens américains n'a-t-il pas suivi, a-t-il approuvé la philosophie de Reagan - que l'établissement de relations avec la République islamique était une bonne chose - rejetant seulement ses méthodes. Mais ils n'ont pas le courage d'admettre qu'ils ont été injustes à l'égard de l'Iran. C'est une grande faiblesse quand des politiciens comprennent et se situent les intérêts de leur pays, mais n'ont pas les tripes de les suivre à cause d'une opinion publique qui ils ont eux-mêmes forgée ».

KOWEÏT

Condamnation à mort dans le procès des auteurs de l'attentat contre l'émir

Koweït (AFP). - M. Alaa Al-Atarh, principal accusé dans la tentative d'assassinat en mai 1985 de l'émir du Koweït, a été condamné vendredi 29 novembre à la peine capitale par la cour de sûreté de l'État koweïtienne, indigne-ou de source officielle à Koweït.

M. Al-Atarh (trente-trois ans), pharmacien de nationalité irakienne, a été le seul des cinq inculpés à comparaître devant la cour, à l'ouverture du procès le 11 octobre dernier. Les quatre autres inculpés, également de nationalité irakienne - deux ingénieurs, un pharmacien et un dentiste - ont été jugés par contumace. L'un d'eux a été condamné à la prison à perpétuité et les trois autres acquittés, selon l'agence koweïtienne Kuna.

En raison de l'actualité, la page « Régions » paraîtra la semaine prochaine (numéro daté dimanche 7-novembre 8 décembre).

EN BREF

● FOOTBALL : festival du but en première division. - Les deux matchs avancés de la dix-neuvième journée du championnat de première division, qui avaient lieu vendredi 28 novembre, ont été l'occasion pour les équipes de Marseille et de Metz de faire subir à leurs invités une lourde défaite. L'Olympique de Marseille, bien que privé de quatre titulaires, a largement disposé d'une pièble équipe de Paris-Saint-Germain (4 à 0). Souffrant de douleurs thoraciques le gardien de but international du PSG, Joël Bets, a été admis à l'hôpital, mais « son état n'inspire aucune inquiétude particulière ».

● Arrêtés en Seine, qui est domicilié à Salon-de-Provence, a tantôt d'entendre au moment de son arrestation, puis a indiqué le cabanon où se trouvait le fusil qui aurait servi à tuer l'admirant (cf. Manda du 28 novembre).

Philippe Pacé, qui est domicilié à Salon-de-Provence, a tantôt d'entendre au moment de son arrestation, puis a indiqué le cabanon où se trouvait le fusil qui aurait servi à tuer l'admirant (cf. Manda du 28 novembre).

● L'acquiescement de M. Serge Ségura. - Si le cœur d'essieu n'a pas retenu la culpabilité pénale de Serge Ségura, alla à néanmoins considéré qu'il restait civilement responsable des dommages entraînés par la mort de Philippe Noël et l'a condamné à verser à la veuve et aux enfants de la victime plus de 1 million de francs à titre de réparation (cf. Monde du 29 novembre).

Un voyage de 8 jours

MEXICO CANCUN

FORFAIT «nuit + petit-déj» 6750*

* taxes de

- PYRAMIDES ET PLAGES
- Vol Aeroméxico Paris-Mexico
- 2 nuits à Mexico à l'hôtel* Présidente Chapultepec
- Vol Aeroméxico Mexico-Merida
- 2 nuits à Merida à l'hôtel* Mislos (1^{ère} catégorie)
- Vol Aeroméxico Merida-Cancun
- 2 nuits à Cancun à l'hôtel* Présidente (1^{ère} catégorie)
- Vol Aeroméxico Cancun-Paris * ou hôtel de même catégorie

CANCUN MEXICO MERIDA

Voix réalisées par
aeroméxico
un voyage **uniclam**

Remboursements : 61, rue Monsieur le Prince 75005 Paris Tél : 01 42.29.12.26 et dans les agences de voyages

A B C D E F G

Réalité sous-estimée

M. Rafsandsjani est revenu sur les circonstances dans lesquelles il a fait les premières révélations. Il a expliqué que les dirigeants iraniens avaient décidé, au cours d'une réunion, le 3 novembre, d'évoquer le lendemain les initiatives américaines, reconnaissant que ces révélations « créaient le chaos dans les mass media pendant un mois ».

Il a ajouté que l'implication d'Israël et des rebelles antisémites dans l'affaire, révélée par l'atorney général Edwin Meese, était « le sommet de la méchanceté ». « Si Meese est pris en otage un jour, nous n'intervenons pas en sa faveur », a-t-il grondé. Il a comparé le rôle supposé d'Israël dans l'affaire à celui des prostituées « qui se font photographier aux côtés de personnalités respectables pour les faire ensuite chanter ».

En ce qui concerne la valeur des armes livrées, M. Rafsandsjani a affirmé que Washington avait volontairement sous-estimé la réalité en parlant de pièces détachées pour 235 missiles sol-air Hawk et de 2000 missiles antichars Tow, d'une

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel

36-15 + ISLM

En Une Demi-Heure, vos Repas CHEZ VOUS par «LAYRAC à domicile» en téléphonant à 46.34.21.40

(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.12.24.24)
Prix nets • Livraison gratuite

LA TROISIEME VOIE

Cette offre, entre un marché du neuf et celui de l'occasion, CITROEN vous propose LA TROISIEME VOIE : des voitures presque neuves au prix de l'occasion. Elles ont appartenu à des cadres ou des ingénieurs de chez CITROEN ou bien étaient immatriculées TT (transit temporaire) et sont garanties 6 mois ou 1 an.

EXCEPTIONNEL

du 21 novembre au 2 décembre

REPRISE 5000 F minimum

de votre ancien véhicule
et plus si son état le justifie

POUR TOUT ACHAT d'un véhicule d'occasion récent

USINES CITROEN

Département occasion

10, place Etienne-Pernet - 75015 Paris - Tél. 45.31.18.32
50, boulevard Jourdan - 75014 Paris - Tél. 45.89.49.89
59 bis, avenue Jean-Jaures - 75019 Paris - Tél. 42.03.86.80
Lyon - 72, rue Méfère, 69003 - Tél. 78.95.03.88



Election législative partielle à Saint-Pierre-et-Miquelon

Quatre candidats se sont présentés le dimanche 30 novembre, pour l'élection législative partielle de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui aura lieu un scrutin majoritaire, uninominal à deux tours. Cette consultation est organisée à la suite du retour au Sénat, le 28 septembre dernier, de M. Albert Foa, député (app. PS) depuis 1981.

Deux candidats se disputent les suffrages de la gauche : M. Marc Plantegenest, ancien sénateur (app. PS), président du conseil général, qui a décidé d'orienter toute sa campagne sur la pêche, dossier économiquement sensible dans l'archipel, surtout depuis l'échec des négociations franco-canadiennes des 14 et 15 novembre derniers, et M. Pierre Miasmond, un nouveau venu sur l'échiquier politique local, qui bénéficie du soutien de M. Foa.

Deux candidats se présentent sous l'étiquette de la majorité : MM. Gérard Grignon (UDF-CDS) et Victor Raux, qui a reçu l'investiture officielle du RPR. Tous deux, qui étaient déjà en lice lors des consultations de 1981 et 1986, ont défendu, tout au long de leur campagne, le thème du renouvellement de l'équipe au pouvoir et du développement économique de l'archipel.

Chaque candidat se présente pour le scrutin majoritaire de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui aura lieu un scrutin majoritaire, uninominal à deux tours. Cette consultation est organisée à la suite du retour au Sénat, le 28 septembre dernier, de M. Albert Foa, député (app. PS) depuis 1981.

Deux candidats se disputent les suffrages de la gauche : M. Marc Plantegenest, ancien sénateur (app. PS), président du conseil général, qui a décidé d'orienter toute sa campagne sur la pêche, dossier économiquement sensible dans l'archipel, surtout depuis l'échec des négociations franco-canadiennes des 14 et 15 novembre derniers, et M. Pierre Miasmond, un nouveau venu sur l'échiquier politique local, qui bénéficie du soutien de M. Foa.

Deux candidats se présentent sous l'étiquette de la majorité : MM. Gérard Grignon (UDF-CDS) et Victor Raux, qui a reçu l'investiture officielle du RPR. Tous deux, qui étaient déjà en lice lors des consultations de 1981 et 1986, ont défendu, tout au long de leur campagne, le thème du renouvellement de l'équipe au pouvoir et du développement économique de l'archipel.

LA TROISIEME VOIE

Cette offre, entre un marché du neuf et celui de l'occasion, CITROEN vous propose LA TROISIEME VOIE : des voitures presque neuves au prix de l'occasion. Elles ont appartenu à des cadres ou des ingénieurs de chez CITROEN ou bien étaient immatriculées TT (transit temporaire) et sont garanties 6 mois ou 1 an.

EXCEPTIONNEL

du 21 novembre au 2 décembre

REPRISE 5000 F minimum

de votre ancien véhicule
et plus si son état le justifie

POUR TOUT ACHAT d'un véhicule d'occasion récent

USINES CITROEN

Département occasion

10, place Etienne-Pernet - 75015 Paris - Tél. 45.31.18.32
50, boulevard Jourdan - 75014 Paris - Tél. 45.89.49.89
59 bis, avenue Jean-Jaures - 75019 Paris - Tél. 42.03.86.80
Lyon - 72, rue Méfère, 69003 - Tél. 78.95.03.88